



HAL
open science

Jean Jaurès, la Cgt, le syndicalisme révolutionnaire et la question sociale

Alain Boscus

► **To cite this version:**

Alain Boscus. Jean Jaurès, la Cgt, le syndicalisme révolutionnaire et la question sociale. 2008. hal-00335757

HAL Id: hal-00335757

<https://hal.science/hal-00335757>

Submitted on 30 Oct 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jean Jaurès, la Cgt, le syndicalisme révolutionnaire et la question sociale

Par Alain Boscus, Maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Toulouse-le Mirail (Chercheur au Framespa-UMR 5136)

Ce texte est la version écrite de la communication faite au colloque “La charte d'Amiens a 100 ans” organisé à Nérac (Lot-et-Garonne), par les Amis du vieux Nérac, les 25 et 26 novembre 2006. Il a été publié dans une version remaniée et raccourcie dans les Actes, Pigenet Michel et Robin Pierre, “Victor, Emile, Georges, Fernand et les autres... Regards sur le syndicalisme révolutionnaire”, Editions d'Albret, 2007, pp. 71-103. J'ai tenu compte dans la présente version (éditée en une brochure de 90 p., en octobre 2008, par l'Institut régional CGT d'Histoire sociale, accompagnée de 39 documents iconographiques) des discussions qui ont eu lieu lors de ce colloque et des textes édités depuis dans les Actes du colloque sus-cités. Je remercie, enfin, Gilles Candar qui a relu le manuscrit de ces pages. Ses remarques, critiques, précisions et conseils m'ont été précieux. Mais il va de soi que les thèses avancées et les erreurs et raccourcis éventuels sont de ma seule responsabilité.

Les relations entre Jaurès et le socialisme, d'un côté, et la CGT et le syndicalisme révolutionnaire de l'autre ont été étudiées à la fin des années 1960 et dans les années 1970. Il ne s'agit donc pas d'un sujet neuf, et l'on doit toujours se reporter aux travaux de Jacques Julliard, de Madeleine Rebérioux, de Rolande Trespé¹ et de quelques autres historien(ne)s² pour retrouver le fil des interrogations premières et les problématiques de base centrées sur l'évolution parallèle, chaotique et finalement convergente, des positions du leader socialiste et de celles des militants cégétistes. Le point d'orgue de ces premiers travaux fut sans conteste l'année 1976 qui vit, presque sous le même intitulé, la sortie d'un volume de textes introduits et annotés par M. Rebérioux³ et la tenue d'un colloque de belle facture⁴.

¹ Julliard J., Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe, Seuil, 1971 et Clemenceau briseur de grèves, Julliard, 1965 ; Trespé R., Les mineurs de Carmaux - 1848-1914, Les Editions ouvrières, 1971 ; Rebérioux M., “Le socialisme français”, dans J. Droz (dir.), Histoire générale du socialisme, t. 2, PUF, 1974. Il convient aussi de renvoyer à un ouvrage plus ancien mais qui peut rendre encore bien des services en dépit de sa problématique linéaire et d'interprétations aujourd'hui dépassées : Lefranc G., Le mouvement socialiste sous la Troisième République, Payot, 1963 (rééd. 1977, t. 1, 1875-1920).

² Notamment, parmi celles et ceux ayant publié dans le Bulletin de la Société d'études jaurésiennes (BSJ) ou dans les Cahiers Jaurès (CJ), Le Bras Y., “Jaurès et la collaboration des classes”, BSJ 45, 1972 ; Cazals R., “Jaurès à Mazamet”, BSJ 61, 1976 ; Moulin C., “A la rencontre de Jaurès, missionnaire du socialisme en région lyonnaise (1893-1914)”, BSJ 111, 1988 ; Sirot S., “Jaurès et la grève générale du bâtiment parisien de 1898”, BSJ 116, 1990.

³ Rebérioux M., *Jean Jaurès. La classe ouvrière*, FM/Petite collection Maspero, 1976.

⁴ Colloque dont les actes ne furent cependant publiés que cinq ans plus tard : *Jaurès et la classe ouvrière*, Les Editions ouvrières, Coll. Mouvement social, 1981.

Des travaux récents à prendre en compte

Pourquoi donc revenir aujourd'hui sur ce sujet ? Essentiellement pour deux raisons.

En premier lieu parce que divers travaux universitaires ont abouti depuis cette date, qu'il s'agisse de ceux de Marie-France Brive ou de Xiao Xiao-Hong⁵ directement centrés sur un sujet "ouvrier" ou de ceux portant sur des thèmes conjoints sur lesquels nous ne pouvons plus faire l'impasse, tel celui de la conception jaurésienne de l'Etat qui a donné lieu à une riche moisson⁶. En second lieu, ce sujet mérite d'être revisité car, même si de nombreux ouvrages sur Jaurès ont paru ces dernières années, quasiment aucun, sinon de façon marginale, ne revient véritablement sur cette question du rapport de Jaurès au monde ouvrier, au syndicalisme, au travail, à la lutte des classes et au changement social. Ce qu'ils mettent en valeur, c'est le militant dreyfusard, son sentiment religieux et son combat pour la laïcité, sa philosophie politique (trop souvent détachée de sa pratique), ses relations et réseaux intellectuels, ses multiples et exceptionnelles facettes, de l'historien à l'orateur⁷.

Ces avancées historiographiques étaient certes souhaitables et nécessaires et elles donnent de Jaurès une image plus riche et plus complexe, mais elles aboutissent au bout du compte à une sorte "d'éviction du social", assez caractéristique de notre époque et, de ce fait, ne dessinent pas un portrait plus juste du personnage. "Eviction" du syndicalisme et des militants ouvriers et syndicaux, "éviction" des rapports de classe et des conflits sociaux, "éviction" plus généralement de la question sociale, que l'on perçoit assez bien, me semble-t-il, de façon symptomatique, en lisant les articles parus dans la même période dans le *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes* (puis dans les *Cahiers Jean Jaurès* qui ont pris sa suite⁸) et dont témoignent particulièrement les tout récents ouvrages de Jean-Pierre Rioux et Bruno Antonini. La belle, attachante et utile biographie du premier⁹ ne consacre qu'une dizaine de pages à ces questions et, hormis les syndicalistes carmausins, aucun autre militant ouvrier n'est mentionné, pas même les figures nationales (Pouget, Griffuelhes, Pelloutier, Guérard, Basly...) qui ont polémique ou discuté avec le dirigeant socialiste. Quant au livre du second, stimulant et novateur à divers égards, s'il comporte tout un chapitre sur "la pensée politique de Jaurès face à la sociologie et au syndicalisme révolutionnaire"¹⁰, il ne traite du sujet que sous

⁵ **Brive M-F**, *La Verrerie ouvrière d'Albi : étude historique. 1895-1931*, 3 vol., Doctorat de 3e cycle, Université Toulouse-le Mirail, 1980., et Xiao-Hong X., *Jaurès face aux mouvements de grèves (1885-1914)*, 2 vol., Thèse de doctorat en Histoire contemporaine, Université Toulouse-le Mirail, 1990.

⁶ Jennawi-Le Yaouanc N., *La théorie de l'Etat dans le mouvement ouvrier français avant 1914*, Thèse de doctorat de sciences politiques, Univ. Paris I, 1996 et différents articles publiés dans le *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes* : "L'attitude des socialistes vis à vis de l'Etat à travers les positions de Jaurès", n° 102-103, 1986, "Les divergences sur la nature de classe de l'Etat dans la polémique entre Jaurès et les guesdistes", n° 95, 1984 ; Collectif, *Jaurès et l'Etat*, Centre national et Musée Jean Jaurès et Société d'études jaurésiennes, Actes du colloque de Castres, 1998 ; Ganzin M., "Le concept d'Etat dans la pensée de Jean Jaurès", dans les actes du colloque de l'AFHIP, *Réflexions idéologiques sur l'Etat. Aspects de la pensée politique méditerranéenne*, PU. Aix-Marseille, 1987, pp. 151-175. ; Tosel A., "Le socialisme républicain de Jean Jaurès entre réalisme et métaphysique", *La Pensée*, n° 311 (juillet-sept. 1997), pp. 31-47 ; Antonini B., *Etat et socialisme chez Jean Jaurès*, L'Harmattan, 2005.

⁷ Ce n'est pas le lieu ici de mentionner ces nombreuses études qui montrent la vitalité de la recherche jaurésienne. Il convient donc de se reporter aux bibliographies des deux ouvrages suivants : Reberioux M. et Candar G. (dir.), *Jaurès et les intellectuels*, Les Editions de l'Atelier, 1994 et Rioux J-P., *Jean Jaurès*, Perrin, 2005. En outre, les *Cahiers Jean Jaurès* recensent, à mesure de leur parution, quasiment tous les articles et ouvrages concernant le leader socialiste.

⁸ Dire cela n'enlève rien à la qualité de ces revues, ni à leur caractère irremplaçable. Je me considère moi aussi comptable du constat que je fais ici, étant tout autant "responsable" que mes collègues et amis jaurésiens des lacunes historiographiques de ces dernières années.

⁹ Rioux J-P., *Jean Jaurès*, op. cit.

¹⁰ Antonini B., *Etat et socialisme...*, op. cit., pp. 193-215. Ce chapitre a été repris, partiellement remanié, dans les *Cahiers Jean Jaurès*.

l'angle d'un débat idéologique entre intellectuels : aucun événement, aucune grève, aucune "campagne d'agitation" n'est signalée dans ces pages ; le sigle même de la CGT n'apparaît pas et si Pelloutier est cité une fois en note pour dire qu'il est "l'instigateur des Bourses du travail", on demeure dans un univers désincarné où ne comptent que les idées : les occurrences de Pasteur, Auguste Comte, Renan, Taine, Claude Bernard, Bergson apparaissent et les interlocuteurs, contradicteurs ou inspireurs de Jaurès ont seulement pour noms Marx, Proudhon, Durkheim, Sorel, Millerand, Guesde, Péguy, Bernstein, Kautsky, Bourgeois, Reinach, Lagardelle¹¹...

Après réflexion, il ne m'a donc pas paru inutile de revenir sur le sujet des rapports entre Jaurès et la classe ouvrière, par le biais du syndicalisme révolutionnaire et de ses militants, afin de recentrer un peu l'œuvre, l'action et la pensée du leader socialiste sur les thèmes sociaux. Cet exercice me paraît d'autant plus nécessaire qu'il permet de relire de près des textes connus, mais aussi de lire ceux qui ne l'étaient pas voilà trente ans et qui apparaissent aujourd'hui grâce aux investigations communes que nous menons avec plusieurs historiens de la Société d'études jaurésiennes dans le cadre de l'édition des *Œuvres de Jean Jaurès* en cours de parution chez Fayard¹². Pour de nombreuses périodes, nous disposons en effet, à présent, de l'inventaire complet des articles écrits au jour le jour par Jaurès, dans différents journaux (*La Dépêche, La Petite République, Le Matin, La Lanterne, L'Humanité*...). A leur lecture, on perçoit mieux les temps forts, les thèmes, les propositions, les enjeux des controverses de l'avant-1914. Et en ne donnant plus systématiquement la priorité aux mêmes textes ou aux mêmes phrases (toujours cités et répétés à satiété), nous parvenons désormais à préciser ou rectifier les apports antérieurs et à mettre en valeur des points restés obscurs ou des passages importants jusqu'alors inconnus ou délaissés¹³. En fin de compte, le lecteur s'apercevra que ce "recentrage social" fait aussi ressortir les côtés révolutionnaire et collectiviste de la pensée et de l'action de Jaurès, ceux-là mêmes que les travaux réalisés ces dernières décennies ont eu tendance à occulter. Puisse donc cette étude élargir et actualiser (même modestement) la perspective jaurésienne en la complexifiant et en prenant au sérieux les interrogations critiques suscitées par les difficultés récurrentes de la gauche et la « crise du syndicalisme »¹⁴.

¹¹ Il ne s'agit pas là d'une critique de fond du travail réalisé par Bruno Antonini car, en tant que philosophe, il n'avait pas pour objectif de faire l'histoire des relations de Jaurès et du syndicalisme révolutionnaire. Mais ma remarque dit bien, me semble-t-il, la déception des historiens du social à la lecture de recherches portant sur l'histoire intellectuelle ou sur l'histoire des idées, lorsque les problématiques sont trop oubliées du contexte réel et des rapports sociaux.

¹² Ces Œuvres comprendront dix-huit volumes ; quatre ont déjà paru sous la direction de Madeleine Rebérioux et Gilles Candar : Launay M., Grousselas C., Laurent-Prigent F., *Critique littéraire et critique d'art* ; Taburet-Wajngart A., *Philosopher à trente ans* ; Cahm E., *L'affaire Dreyfus* (2 tomes), tous chez Fayard, les deux premiers en 2000 et les deux autres en 2001.

¹³ On pensait, par exemple, que Jaurès n'était jamais descendu au fond d'une mine, en dépit des relations serrées qu'il entretenait avec les "gueules noires". On sait aujourd'hui qu'il n'en fut rien puisque, en lisant tous ses écrits de la période 1893/97, j'en ai trouvé deux dans lesquels il rend compte de la visite qu'il fit au fond au début de l'année 1895, à Montceau-les-Mines, dans le cadre d'une enquête parlementaire (cf. "A Montceau-les-Mines" et "Une enquête", *La Dépêche*, 21 et 28 février 1895). Autre exemple : l'important discours prononcé par Jaurès à la Chambre des députés les 10 et 11 mai 1907 est passé presque totalement inaperçu car il se situe entre deux autres discours très connus (mais pas toujours dans les détails...), celui des 12, 14 et 19 juin 1906 au cours duquel il s'oppose à Clemenceau et celui du congrès SFIO de Toulouse du 17 octobre 1908 qui a pu être considéré comme une sorte de "charte stratégique" du Parti socialiste. En outre, parmi les articles et discours connus, j'aurai l'occasion de citer des extraits de textes qui avaient été exhumés voilà trente ans par M. Rebérioux mais qui, curieusement, n'ont pas depuis retenu l'attention et semblent avoir été "oubliés" (je signalerai par M. Rebérioux, *Classe ouvrière, p...*, les emprunts faits à cet ouvrage pionnier, même lorsque les textes originaux auront été relus en entier).

¹⁴ Directeur du Centre national et musée Jean Jaurès (Castres) de 1987 à 2001, j'ai été maintes fois confronté à ces "interrogations critiques" émanant de visiteurs de gauche et/ou de militants syndicalistes et associatifs venus chercher au musée des réponses à des questions posées par l'actualité, des connaissances précises et parfois un peu de réconfort face aux divisions, aléas électoraux, reniements, recompositions... En historien critique

Trois approches insatisfaisantes

Quelques remarques méritent d'abord d'être faites concernant la façon dont, peu après sa mort, les rapports de Jaurès avec la CGT, le syndicalisme révolutionnaire et la classe ouvrière ont été présentés, ne serait-ce que parce que cela permet d'attirer l'attention sur trois témoignages laudateurs, non utilisés jusqu'à présent, de personnalités qui l'avaient connu ou côtoyé et qui suivaient de près ces questions-là. Celui de Charles Rappoport, tout d'abord, à qui l'on doit la première biographie de Jaurès¹⁵. Son texte est argumenté et les diverses facettes du personnage sont évoquées. Un chapitre est même intitulé "Jaurès et la classe ouvrière". Sa lecture nous déçoit pourtant profondément car, curieusement, il est brouillon, inconsistant du point de vue méthodologique et sans réel contenu puisque la question du rapport de Jaurès à la classe ouvrière est quasiment évacuée. Deux éléments peuvent néanmoins être retenus : Ch. Rappoport signale, en effet, qu'après le Congrès d'Amsterdam de l'Internationale socialiste (1904), Jaurès a été critiqué par ses amis tout à la fois pour avoir cédé trop facilement aux guesdistes et pour avoir "capitulé" devant les syndicalistes révolutionnaires de la CGT. Creusant ce second point, pour dire que ces reproches n'étaient pas fondés, l'auteur écrit : "Tout en tenant compte de cette situation de fait que la CGT représentait seule l'organisation économique corporative de la classe ouvrière, il marqua toujours ce qui le distinguait des partisans des méthodes de la CGT". Par la suite, il souligne le rôle de Jean Jaurès et de ses "amis et collaborateurs intimes", Vaillant et Renaudel : ensemble ils ont empêché, dit-il, la rupture du Parti avec la CGT et l'affaiblissement de l'unité socialiste par le refus d'exclure Gustave Hervé (et Jules-Louis Breton). Mais Rappoport ne dit rien de plus...

Deuxième approche, celle de Maxime Leroy, intellectuel "compagnon de route" de la CGT et du syndicalisme révolutionnaire avant 1914. Il a écrit un article en 1924, année de la "panthéonisation", sur "Jaurès et les syndicats ouvriers"¹⁶. Son souci majeur était de présenter la pensée du dirigeant socialiste comme une et intemporelle. Sur cette question, les positions du Grand homme n'auraient, selon lui, pas vraiment évolué : "Toute action, pourvu qu'elle fut remplie d'une pensée socialiste, lui paraissait utile à la classe ouvrière. Il voulait que celle-ci fut électorale, mais aussi coopérativiste et syndicaliste". Ajoutant qu'il n'enferma jamais l'action "ni dans une idée, ni dans une pensée, ni dans une tactique", et qu'il rejeta tant la thèse des guesdistes (celle, pour aller vite, de la "soumission" de l'organisation ouvrière au Parti socialiste et de la supériorité de l'action politique sur l'action syndicale et corporative) que celle de Griffuelhes ("qui ne croyait qu'au syndicalisme"), il affirme ensuite qu'à son avis, il les rejeta car elles étaient trop absolues et car "sa tendance d'esprit était de concilier", et parce que, au bout du compte, c'était avant tout un "réaliste".

Troisième témoignage, enfin, celui de Léon Jouhaux, dans un livre paru en 1925¹⁷. En reprenant des thèmes de son discours connu d'août 1914, sur la tombe du leader assassiné, il y magnifie le personnage. Résumons son propos en quelques lignes : "La classe ouvrière aime

désireux de nouer le dialogue avec les citoyens militants et en universitaire soucieux d'échapper aux prisons mentales et idéologiques de notre époque, j'ai voulu aussi, par cette étude limitée à un sujet particulier, répondre à tous ces visiteurs intéressés en rendant hommage à leur curiosité.

¹⁵ Rappoport Ch., *Jean Jaurès, l'homme, le penseur, le socialiste*, Marcel Rivière Editeur, 1925 (3e éd.), pp. 48-62 (1re éd. 1915).

¹⁶ Leroy M., "Jaurès et les syndicats ouvriers", *Revue de l'Enseignement primaire*, "Jaurès au Panthéon", 35e année, n° 9, 23 nov. 1924, pp. 66-67. Ami de Griffuelhes et Merrheim, Maxime Leroy fut l'un des inspirateurs/rédacteurs de la Charte d'Amiens et le scrupuleux observateur du syndicalisme d'alors. Cf. *La coutume ouvrière. Syndicats, bourses du travail, fédérations professionnelles, coopératives. Doctrines et institutions*, Paris, M. Giard et E. Brière, 1913, 2 t.

¹⁷ Jouhaux L., "Jaurès et le syndicalisme", pp. 151-159, dans *Collectif, Jaurès par ses contemporains*, Etienne Chiron Editeur, 1925.

Jaurès” car ce dernier lui a permis de s'élever au-delà de la simple agitation professionnelle, parce qu'il lui a enseigné “la valeur sociale de l'évolution et de la réforme”, parce qu'il a su relier socialisme, syndicalisme et coopération sans subordonner une instance à l'autre, parce qu'il a toujours œuvré avec affection pour faire une part toujours plus grande au syndicalisme et à l'action syndicale... Au total, Jouhaux sous-estime ce qu'il appelle “les vieilles controverses” et “les heurts passagers”, pour mieux rappeler que Jaurès “a bien souvent dénoncé l'illusion de la violence et des méthodes insurrectionnelles, survivance d'un passé héroïque et lointain”, et pour mieux blâmer “la démagogie extrémiste” des bolcheviks et communistes d'alors...

Remarquons que dans ces trois témoignages, si rien n'est réellement faux, tout ou presque est approximatif ou tendancieux. Les problèmes de fond qu'ils soulèvent résident dans le “lissage” de la pensée et de l'action du leader socialiste. Son évolution au cours de ses trente ans de vie politique n'apparaît pas, ni celle de son rapport réel à la classe ouvrière, à ses luttes, à ses espoirs, à ses organisations... Par exemple, le contenu des différends et controverses entre Jaurès et les syndicalistes révolutionnaires est gommé ce qui, du coup, empêche de saisir tout à la fois, et dans leurs dynamiques propres, les points de rupture et de convergence. Enfin, Jaurès apparaît au-delà de sa mort comme celui qui avait vu juste, la CGT semblant s'être simplement ralliée à ses positions ou étant présentée elle aussi comme immuable ; idée (idéologie ?) qui rend imparfaitement compte de la réalité¹⁸.

Si nous ne pouvons en rester à ces approches et témoignages, c'est essentiellement parce que la pensée du dirigeant socialiste a évolué, au même rythme et parallèlement à l'évolution du mouvement ouvrier lui-même, à l'affermissement de la CGT et du Ps, à la montée des grèves et des luttes¹⁹..., et aussi parce que les divergences et désaccords entre Jaurès et les syndicalistes révolutionnaires étaient nombreux et réels, les uns étant demeurés plus ou moins vifs jusqu'en 1914, les autres s'étant amoindris ou effacés. Il faut donc replacer cette question dans un cadre chronologique adéquat, bien connu désormais même s'il est insuffisamment pris en compte²⁰.

¹⁸ C'est précisément un des points essentiels des recherches menées depuis les années 1970. Pour en avoir une vue synthétique, on se reportera à Mouriaux R., *La CGT*, Seuil, 1982 ; Trespé R., “1871-1914”, deuxième partie de Willard Cl., *La France ouvrière*, t. 1, *Des origines à 1920*, Editions sociales, 1993 ; Dreyfus M., *Histoire de la CGT*, Editions Complexe, 1995.

¹⁹ Concernant Jean Jaurès, la collection du *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes* puis des *Cahiers Jean Jaurès* renferme des dizaines d'articles sur l'évolution de sa pensée et de son action. Je ne peux tous les citer ici même si la plupart m'ont éclairé. Cf. le numéro 142 (oct.-déc. 1996) pour les tables générales des années 1960 à 1996. Concernant la CGT d'avant 1914 et le syndicalisme révolutionnaire, la lecture de diverses brochures écrites par des dirigeants syndicaux m'a guidé mais, pour ne pas multiplier les références, il convient encore de se reporter à Dubief H., *Le Syndicalisme révolutionnaire*, Armand Colin, 1969.

²⁰ Je trace ici le cadre chronologique large mais je ne développerai vraiment que les quinze dernières années de sa vie, en insistant plus particulièrement sur le “tournant” de 1906 et la période qui suit. C'est alors, en effet, que se situe le dialogue le plus serré entre Jaurès et le syndicalisme révolutionnaire. Cela me permettra en deuxième partie (la plus neuve, me semble-t-il) de dépasser la synthèse des travaux existants et de proposer une grille d'analyse susceptible de replacer dans son contexte et sa dynamique l'évolution singulière de Jaurès. Les nombreuses citations que je fais sont destinées à mettre en exergue des textes peu connus ou des passages jamais cités. Elles permettent aussi de comprendre que le rapprochement qui s'opère alors n'est pas mineur ni circonstanciel et qu'au bout du compte, il permet de situer Jaurès “plus à gauche” que ce que l'on pense généralement, porteur d'une “radicalité” politique, économique et sociale qui puise loin dans notre histoire et qui a continué ensuite son chemin. Ce cadrage chronologique me semble d'autant plus nécessaire que les discours de ces dernières années évoquant ou se réclamant du Grand homme se réfèrent quasiment toujours à un Jaurès intemporel. Pour deux exemples précis, à soixante-dix ans de distance, cf. Léon Blum, “*Idée d'une biographie de Jaurès*”, Conférence prononcée le 31 juillet 1917, à Paris, dans *L'œuvre de Léon Blum, 1914-1928*, Editions Albin Michel, 1964, pp. 3-21 et François Mitterrand, *Le discours de Castres, 16 novembre 1988, Jean Jaurès Cahiers trimestriels*, supplément au n° 139, Janvier-mars 1996.

La rencontre avec la classe ouvrière

Les années 1892-1899 sont intéressantes car elles sont celles des premiers contacts précieux et suivis avec le monde ouvrier, si l'on met de côté les relations qu'il avait nouées, depuis sa première élection, avec des syndicalistes du Tarn et de Toulouse, alors qu'il n'était pas encore socialiste. Ce sont aussi les années de la formation pratique de Jaurès aux organisations syndicales et aux luttes ouvrières et socialistes²¹. Le syndicalisme révolutionnaire est encore dans les limbes, la CGT est créée en 1895 mais demeure fantomatique, le thème de la grève générale apparaît et les anarchistes opèrent face à la répression leur conversion syndicale²². C'est la période de la "grève générale anarcho-syndicaliste" selon Jacques Julliard²³. Jaurès est sur tous les fronts du militantisme ouvrier : soutien aux mineurs, puis aux verriers de Carmaux, création de la Verrerie ouvrière d'Albi, intervention à de très nombreuses reprises sur les champs de grève (métallurgistes de Rive-de-Gier, tisseurs de Roanne, mineurs de La Grand-Combe, terrassiers parisiens...). C'est aussi à ce moment là qu'il fait un important effort théorique et intellectuel visant à donner un contenu pratique au socialisme collectiviste et révolutionnaire dont il se réclame²⁴ (pour tenter d'échapper à la vision messianique qu'il partage pour quelque temps encore avec la quasi totalité des socialistes ?), mettant tout en œuvre, à partir de 1898, pour que la classe ouvrière soit partie-prenante du grand combat dreyfusard. S'ouvrira alors une nouvelle période où la question sociale sera en partie "recouverte" par les thèmes et recompositions politiques²⁵.

A travers ces épisodes au cours desquels il s'aguerrit et se fait connaître, il œuvre en faveur du monde ouvrier, des syndicats et des droits sociaux. Et pour atteindre le but, Parti socialiste et syndicats doivent rester intrinsèquement liés. A l'heure où ces derniers ne sont pas encore confédérés, l'autonomie des organisations, telle qu'elle va bientôt s'imposer, ne figure pas dans son schéma de pensée : "Partout dans le monde, partout en France, la République sociale est en marche [...] Pour préparer la Révolution sociale, le Parti socialiste doit conquérir les pouvoirs politiques, il doit dans tout le pays se livrer à une incessante propagande, auprès de la démocratie paysanne comme auprès de la démocratie ouvrière ; il doit multiplier les organisations ouvrières et syndicales [...] Au parlement, il doit affirmer sa doctrine entière, son programme entier et travailler en même temps aux réformes immédiates. Il doit aussi dominer cette œuvre, c'est à dire que toute organisation syndicale, toute action, toute propagande... ne doit être pour les socialistes qu'un moyen subordonné au but : la Révolution

²¹ Je reprends ici dans ses grandes lignes et en ne la modifiant qu'à la marge la chronologie établie par Madeleine Rebérioux, op. cit. (rééd. dans *Parcours engagés dans la France contemporaine*, Socio-histoires Belin, 1999, "Vision du prolétariat", pp. 345-353). La validité de cette chronologie a été confirmée en grande partie par la thèse de Xiao Xiao-Hong, op. cit., et par la lecture serrée de textes jusque-là non utilisés, signalés par la suite.

²² Notre connaissance de base sur le sujet demeure la thèse de Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, t.1, Des origines à 1914, Maspero, 1975, rééd. 1982, pp. 265-330.

²³ Julliard J., *Autonomie ouvrière. Etudes sur le syndicalisme d'action directe*, Hautes Etudes, Gallimard/Le Seuil, 1988, notamment chap. 1, "Théorie syndicaliste révolutionnaire et pratique gréviste", pp. 43-68.

²⁴ On jugera de l'effort théorique qu'il fournit dans les années 1890, de sa polémique sur le collectivisme avec Bernard Lavergne (1893) à ses études sur « l'organisation socialiste de l'avenir » (1895-96), à la lecture des deux volumes d'*Etudes socialistes, Oeuvres de Jean Jaurès*, sous la direction de Max Bonnafous, 1933 et 1935 et à la profondeur de son article "Le socialisme français", *Cosmopolis*, janvier 1898, repris dans *Oeuvres de Jean Jaurès*, tome VI, *l'Affaire Dreyfus*, édition établie par Eric Cahm, Fayard, 2001, pp. 314-338.

²⁵ Evoquant la période 1898-1905 pendant laquelle la question sociale fut "recouverte" par les questions politiques, Jaurès parlera de la "longue patience" qu'il a observée depuis huit ans, pour signifier qu'elle ne pouvait plus durer. Cf. "Le parti socialiste et sa doctrine devant la Chambre, Discours du citoyen Jaurès, député du Tarn, dans l'interpellation sur la politique du gouvernement et réplique à M. Clemenceau", Séances des 12, 14 et 19 juin 1906, texte officiel édité en brochure par la Fédération d'unité socialiste du Tarn, 31 p. (Ce discours sera par la suite mentionné en note par "Discours, juin 1906, interpellation et réplique").

sociale”²⁶. Elu du peuple, c'est vraiment en tant que leader de grèves et en tant que député, bien sûr, qu'il aborde ces questions. Il se tourne principalement vers l'Etat et vers la “démocratie française”, et en appelle à l'unité ouvrière dès lors qu'un événement ou qu'un rapport de force le permet (rôle dans les grèves, critique de la fermeture de la bourse du travail de Paris, proposition de loi pour la nationalisation des mines...). Percevant alors l'Etat républicain comme un organe de classe aux mains des puissants, il appelait à le transformer totalement par la prise préalable du pouvoir politique (d'où ses vœux en faveur de l'unification des tendances socialistes et sa proximité avec les guesdistes jusqu'à l'Affaire). Lié aux mineurs et aux verriers, il établit aussi des contacts étroits avec les travailleurs des chemins de fer (fin 1894, il devient vice-président du groupe parlementaire de défense des cheminots). Mais la façon dont peuvent alors le percevoir ceux qui bâtissent le corpus idéologique et pratique du syndicalisme révolutionnaire est contradictoire, pour plusieurs raisons : proche du Parti ouvrier français, il ne rejette pas en bloc comme le font les guesdistes l'idée de grève générale et, au cours de nombreuses luttes, il défend la spontanéité et l'intégrité de la pensée ouvrière. Pourtant, il apparaît aux yeux des militants ouvriers les plus ardents comme une personnalité réformiste, notamment parce que son souci de structurer le socialisme politique l'a conduit au Congrès international socialiste de Londres (été 1896) à écarter les “antiparlementaires” et l'a amené (comme tous les autres leaders socialistes d'ailleurs, sauf Allemane) à approuver, peu de temps avant, le “programme de Saint-Mandé” (mai 1896) dont les grandes lignes ont été tracées par Millerand après la poussée socialiste aux élections municipales de la même année. Même si la campagne militante destinée à édifier la Verrerie ouvrière d'Albi et son engagement en faveur de Dreyfus l'ont rapproché des Allemanistes et de nombreux militants libertaires qui deviendront syndicalistes révolutionnaires²⁷, ces deux événements demeureront présents à l'esprit de nombre d'entre eux au cours des années suivantes.

Perçu comme un réformiste, il n'est cependant pas catalogué par ces derniers comme un vulgaire politicien. En décalage par rapport aux guesdistes, jugés dogmatiques et dominateurs, et à d'autres figures politiques du socialisme (députés ou “publicistes”), et plein de potentialités pour l'avenir, tel apparaît Jean Jaurès à Pelloutier dans cette période. Dans son texte *Le congrès général du PS français*²⁸, le responsable de la Fédération des Bourses pense pouvoir écrire, par exemple, que “Jaurès se lassera bien un jour d'être dupe” [de Jules Guesde]. Il semble même le mettre en garde contre les “irréalisables promesses de la politique”. Dans la grande masse des syndicalistes d'alors, et pas seulement chez les mineurs au syndicalisme si particulier²⁹, il a un crédit bien plus grand encore, qui transcende les

²⁶ cf. Jean Jaurès, “Serrons les rangs”, *La Petite République*, 12/06/1894. Cette attention portée très tôt aux organisations de base de la classe ouvrière et à leurs multiples luttes ne corrobore pas l'appréciation de Jacques Kergoat pour qui ce ne fut vraiment qu'après la fusion de 1905 que Jaurès s'intéressa au syndicalisme. Cf. Kergoat J., *Le parti socialiste de la Commune à nos jours*, Le Sycomore, 1983, p. 51. En outre, j'évoque ici son engagement en faveur du monde ouvrier, mais il ne faut pas oublier qu'il se consacra beaucoup, toute sa vie, aux paysans et aux salariés agricoles qu'il appelait eux aussi à s'organiser.

²⁷ Sur le rapprochement avec les allemanistes et les libertaires, au moment de la création de la VOA et de l'Affaire, se reporter à M-F Brive, *Thèse citée*, et aux deux tomes des *Œuvres de Jean Jaurès, L'affaire Dreyfus*, édition établie par Eric Cahm, Fayard, 2001. Sur le Congrès de Londres, cf. Winock M., *Le socialisme en France et en Europe. XIX-XX siècle*, Point Seuil, 1992, pp. 58-73 et Julliard J., *Fernand Pelloutier...*, *op. cit.*, pp. 134-142.

²⁸ Pelloutier F., *Le congrès général du PS français*, cité par Jacques Julliard. A noter que ce serait par l'intermédiaire de Sorel et Jaurès que Pelloutier, “déjà gravement malade et dans une situation financière difficile, reçut en 1899 un contrat de travail temporaire à l'Office du travail” (cité par Peter Schöttler, *Naissance des bourses du travail. Un appareil idéologique d'Etat à la fin du XIXe siècle*, Puf, 1985, p. 244).

²⁹) cf. Michel Joël, “Une branche professionnelle : les mineurs”, pp. 23-40, dans Jean-Louis Robert, Friedhelm Boll et Antoine Prost, *L'invention des syndicalismes. Le syndicalisme en Europe occidentale à la fin du XIXe siècle*, Publications de la Sorbonne, 1997 et Boscus Alain, “Autour de la mine. Grèves minières et syndicalisme

clivages partisans ou les penchants idéologiques caractéristiques de certains métiers et secteurs industriels. C'est notamment grâce à sa connaissance du terrain, à son courage et à ses propositions concrètes, pour faire aboutir favorablement des conflits ou pour obtenir des améliorations de la condition ouvrière qu'il est écouté. A la fin de l'année 1897, il fait par exemple campagne pour les retraites ouvrières, en liaison avec le projet émanant des bourses du travail, et ses propositions en faveur d'un système d'assurance contre la maladie et les accidents sont remarquées. On le perçoit bien lorsque l'on étudie ses déplacements, pour des meetings ou lors de conflits : les syndicalistes locaux sont très souvent présents à la gare pour l'accueillir et l'accompagner ; c'est tout le peuple ouvrier et les “gens de peu”³⁰ qui viennent l'écouter, et c'est aussi bien dans les bâtiments municipaux que dans les locaux socialistes, syndicaux ou coopérateurs que les discussions, contacts et punchs d'après meeting se prennent et se prolongent³¹.

Réformisme politique et défense de la République

Dans les années suivantes, Jaurès saura en partie utiliser et affermir ce crédit mais, dans divers milieux, il le perdra presque complètement. De 1899 à 1905, en effet, c'est le “creux de la vague”, selon le terme de Madeleine Rebérioux³². Il est perçu par les dirigeants syndicalistes révolutionnaires comme un adversaire idéologique et politique et cela à propos des thèmes principaux qui structurent désormais leurs pratiques et leur corpus théorique et mental ; ce que l'on regroupe couramment sous l'appellation de Syndicalisme révolutionnaire, peu à peu en train de se structurer de façon originale, mais encore dominé pour quelque temps par les militants anarchistes.

La question de l'Etat resurgit avec le “Millerandisme”, analysé une fois pour toutes par les dirigeants de la CGT comme une tentative d'intégration et de corruption du prolétariat. En 1909, Victor Griffuelhes écrira encore : “A peine M. Millerand était-il installé dans ses bureaux du Ministère des travaux publics que bien des gens s'écrièrent : le régime de corruption ouvrière de 1899 à 1902 va reflourir ! Les pratiques et les mœurs introduites par le gouvernement d'alors dans les milieux prolétariens vont se reproduire et les mêmes spectacles démoralisants vont se renouveler !”³³. C'est l'époque au cours de laquelle le “mythe” de la grève générale révolutionnaire s'impose comme “un des traits majeurs de l'imaginaire utopique syndicaliste du tournant du siècle”³⁴, creusant encore un peu plus l'écart entre le socialisme et le syndicalisme organisé. La CGT récuse d'autant plus les “tentatives d'enveloppement” et les pressions extérieures qu'elle connaît son véritable développement

sous la IIIe République”, pp. 185-192, dans Collectif, *Images et mouvements du siècle. Chronique sociale*, Institut CGT d'histoire sociale/Editions France Progrès, t. 1, 1998.

³⁰ Selon le titre du beau livre du sociologue Pierre Sansot, *Les gens de peu*, Puf, 1992.

³¹ C'est ce que révèle une enquête au long cours que j'ai entreprise en étudiant les déplacements de Jean Jaurès dans une cinquantaine de départements (ceux pour lesquels les fonds des archives départementales ont pu être exploités). On peut aussi se reporter à Boscus A. et Cazals R. (dir.), *Sur les pas de Jaurès, la France 1900*, Privat, 2004. Tous les exemples connus indiquent bien le caractère populaire des meetings de Jaurès. Cf. le témoignage de Georges Pioch à propos d'une réunion publique à laquelle il avait assisté avant 1914 : “6000 personnes, des ouvriers pour la plupart...”, dans BSJ 38, 1970. Le cas aveyronnais est aussi probant : cf. Boscus A., “Jaurès et le 'socialisme aveyronnais' de 1886 à 1914”, BSJ 132-133, 1994.

³² *La classe ouvrière, op. cit.*, p.15

³³ cf. V. Griffuelhes, “De 1899 à 1909 : la leçon du passé”, *La Vie ouvrière* n° 1, 5 octobre 1909, disponible sur le site pelloutier.net et reproduit dans Pigenet Michel et Robin Pierre, *Victor, Emile, Georges, Fernand et les autres... Regards sur le syndicalisme révolutionnaire*, Editions d'Albret, 2007, pp. 329-333. (Cet ouvrage sera signalé par *Colloque de Nézac, op. cit.*)

³⁴ Selon les termes de Gaetano Manfredonia, “L'imaginaire utopique anarchiste au tournant du siècle”, BSJ 180, 2006. L'auteur signale parallèlement que cet imaginaire syndicaliste est “distinct de l'imaginaire utopique anarchiste”.

après sa fusion avec la Fédération des Bourses (en 1902) et que le socialisme s'affaiblit et se divise. Dans ces conditions, les prétentions “ouvrières” et hégémoniques des socialistes n'en apparaissent que plus déplacées, tant celles de Jaurès que celles des autres dirigeants. Comment, par exemple, les syndicalistes révolutionnaires auraient-ils pu accepter la vision qu'il développait dans la *Petite République* en avril 1901 ? : “[...] Ainsi, les syndicats ouvriers révolutionnaires seront conduits au socialisme par la logique même de la révolution. Et comme d'autre part les syndicats à tendance réformiste seront conduits eux aussi au socialisme par la logique des réformes, c'est dans le Parti socialiste, qui est tout à la fois la réforme et la révolution que toutes les forces économiques et politiques du prolétariat finiront par se rencontrer et se coordonner [...]”³⁵. Les propos de ce style lui faisaient d'autant plus perdre une partie de son crédit antérieur qu'il penchait nettement désormais en faveur du réformisme politique. L'Affaire l'a convaincu des capacités politiques et de la force réelle de la réaction, du cléricisme et du militarisme nationaliste, présents au cœur même de l'Etat, et elle a fait apparaître, selon lui, les faiblesses et divisions du mouvement ouvrier et révolutionnaire³⁶. L'heure n'est plus au messianisme et aux certitudes des années 1890, mais à l'affermissement de la République (jugée un temps en danger), par la lutte parallèle ou commune de l'ensemble des forces de gauche et par la mise en branle de l'Etat social, sinon par la pénétration de l'Etat lui-même. L'attitude de Jaurès oscille entre ces deux stratégies complémentaires car, selon lui, il convient à présent d'élargir la démocratie politique pour l'amener, graduellement et par l'obtention de majorités électorales, à la transformation sociale. Voilà ce qui explique l'infléchissement de sa pensée vis à vis de l'Etat et sa récusation nette de la grève générale transformatrice. Refusant alors à cette forme de lutte toute finalité révolutionnaire, il lui oppose la méthode “étapiste” et “graduelle”, réaliste et républicaine ; une méthode qui prenait appui, dans un premier temps, sur les luttes sociales et ouvrières mais qui semblait ensuite les contourner et les maintenir dans un rôle second, de façon à ne pas gêner “l'œuvre réformatrice du gouvernement”. Aux côtés de Millerand, Jaurès ne cherchait-il pas à institutionnaliser les conflits du travail : contrat collectif, arbitrage obligatoire, organisation de la grève par le “suffrage universel ouvrier”, délégués ouvriers siégeant dans les conseils d'administration des grandes entreprises³⁷... ? Au printemps 1900, lorsque le Conseil supérieur du travail est réorganisé, il écrit, non sans se faire d'illusions et avec quelque emphase : “C'est un régime préparatoire, un commencement d'organisation constitutionnelle de l'industrie”³⁸. En mêlant des thèmes anciens à des propositions nouvelles, voulait-il signifier que l'heure était propice à la collaboration étroite du syndicalisme et de l'Etat, celle-ci étant possible dès lors que la gauche occupait le pouvoir ? De fait, en oeuvrant ainsi il se coupait des éléments les plus actifs et radicaux du monde ouvrier organisé, tant ceux de la sphère syndicale que politique. Face à lui, mais sans plus d'accointances avec les militants syndicalistes révolutionnaires, se trouvaient aussi, en effet, les guesdistes et vaillantistes alliés dans le Parti socialiste de France. Mais il est vrai que ceux-ci, comme l'a montré Claude Willard, avaient une pratique qui entraînait souvent en contradiction avec leurs options théoriques, ce qui les amenait, à la Chambre, à voter comme les élus du Parti socialiste français de Jaurès³⁹.

³⁵ Jean Jaurès, “Syndicalisme et socialisme”, *La Petite République*, 18/04/01

³⁶ Sur Jaurès et l'affaire Dreyfus, la bibliographie n'a cessé de grossir ces dernières années, notamment grâce aux travaux et à l'énergie de Vincent Duclert. Je ne peux ici, encore une fois, que renvoyer aux *Cahiers Jean Jaurès* qui ont été au cœur de ces recherches.

³⁷ Pour cette période, nous attendons beaucoup des *Œuvres* en cours de parution chez Fayard. Deux tomes sont prévus : *Défense républicaine et participation ministérielle (1899-1902)* et *Bloc des gauches et Parti socialiste français (1902-1904)*, respectivement sous la responsabilité de Maurice Agulhon et Gérard Baal.

³⁸ Jean Jaurès, “Le mouvement social”, *La Dépêche*, 28/06/00.

³⁹ cf. Willard Claude, *Les Guesdistes*, Editions sociales, 1965, chap. 29, p 548-559.

Sur la “valeur des réformes”, par exemple, qui fit l'objet de la controverse de Lille en 1900 avec Jules Guesde et qui sera de nouveau au centre des débats du congrès Sfiio de 1908, c'est bien contre ces deux “adversaires de gauche”, le syndicalisme et le guesdisme, eux-mêmes opposés, qu'il doit ferrailer. C'est d'ailleurs au cours de cette période qu'il reçoit les coups les plus rudes de la gauche et de l'extrême gauche syndicaliste, socialiste et anarchiste. La caricature en témoigne (particulièrement celle de Grandjouan⁴⁰), mais aussi de très nombreux articles parus dans l'organe guesdiste *Le socialisme*, dans la revue de Lagardelle et Sorel *Le Mouvement socialiste* et dans l'hebdomadaire cégétiste *La Voix du peuple*. En septembre 1901 par exemple, Eugène Guérard s'employait à répondre dans ce dernier journal aux “sophismes jaurésiens” sur la grève générale. Jaurès entendaient établir que la force était antirévolutionnaire et que les minorités agissantes demeureraient impuissantes à changer la société. Aux yeux du leader des cheminots, son raisonnement était vicié par le fait qu'il partait d'un “faux principe” : selon lui “les majorités seules sont capables de modifier un état social”⁴¹. Peu après, le *Comité de la grève générale* “enfonçait le clou” : il tentait de démontrer que le leader socialiste déformait la pensée syndicaliste en faisant croire que les promoteurs de la grève générale résumaient son application à une “tactique” basée sur la surprise⁴². Et le 4 janvier 1903, Griffuelhes s'en prenait directement au “politicien” Jaurès, en usant facilement de l'ouvriérisme ambiant : “Un homme né dans un milieu différent qui cherche à niveler la mentalité ouvrière à la sienne (produit d'une éducation bourgeoise) ne peut que fausser le caractère des manifestations ouvrières [...] La qualité de politicien ne confère pas le monopole de la sincérité et du génie”. Mais le contenu même de sa charge visait surtout le “réformiste”, le soutien indéfectible du Bloc des gauches, tout en appelant indirectement, il convient de le remarquer, au dialogue sans concession : “A l'encontre du citoyen Jaurès, les militants n'attendent pas de la bourgeoisie réformes sur réformes, qui rendront inutile un effort révolutionnaire”. Et il chapitrait ensuite sa cible qui, selon lui, dénaturait la pensée syndicaliste révolutionnaire (notamment encore à propos de la grève générale) en prêtant des idées fausses aux responsables de la CGT : qu'il lise et relise toutes les motions de congrès, nulle part n'a été émise l'idée qu'il suffirait de décréter la grève générale pour qu'elle se déclenche⁴³... La recension exacte de tous les griefs syndicalistes révolutionnaires à l'encontre de Jaurès n'a pas encore été faite et nous ne pouvons que le regretter puisque cela conduit à valoriser les plus connus ou les plus accessibles. De nombreux indices puisés dans les archives locales de différents départements montrent par exemple que si le discrédit de la politique soutenue par Jaurès progresse et est réel dans une partie du mouvement ouvrier à cette époque là, il demeure contrasté (les scrutins électoraux confirment d'ailleurs l'idée que le gouvernement bénéficie d'un réel soutien populaire). En outre, si le personnage est parfois chahuté, peu de critiques personnelles le visent et toutes ne sont pas du même tonneau, notamment parce que nombreux sont les travailleurs qui savent que Jaurès ne perd pas de vue le but ultime (qu'à présent il devine tout de même plus lointain)

⁴⁰ cf. Boscus A., “Jaurès et la caricature : de l'humour à la propagande”, dans *Jean Jaurès, l'époque et l'Histoire*, Catalogue du Centre National et Musée Jean Jaurès, Castres, 1994, pp. 185-200. Voir aussi, *Jules Grandjouan, l'engagement d'un artiste*, Dossier de l'exposition réalisée au Centre National et Musée Jean Jaurès de juillet à septembre 1998, Castres, 16 p. ; Collectif, *Jules Grandjouan, créateur de l'affiche politique illustrée*, Somogy Editions d'art, 2001 ; Collectif, *Jules Grandjouan*, Bibliothèque municipale de Nantes, Editions Memo, 1998.

⁴¹ Guérard E., “La grève générale”, *La Voix du peuple*, 8-15/09/01 (versé en 1976 par Jacques Julliard au dossier préparatoire au colloque *Jaurès et la classe ouvrière*, Bibliothèque du CNMJJ).

⁴² Comité de propagande de la grève générale, “Réponse à Jaurès”, *La Voix du peuple*, 22-29/09/01 (versé en 1976...).

⁴³ Griffuelhes V., “Rétablissons”, *La Voix du peuple*, 4/01/03, (versé en 1976...). Sur ce point précis, la position des partisans de la grève générale a évolué. En effet, si en 1890 les Allemanistes pensaient encore qu'il fallait la décréter pour précipiter la révolution sociale (cf. *Compte rendu du Xe congrès national du POSR*, Châtelleraut, 9-10 octobre 1890), Henri Girard et Fernand Pelloutier (dans *Qu'est-ce que la grève générale ?* Librairie syndicaliste, 1901) insistent plus sur sa préparation et ne préjugent pas de la pluralité de ses formes.

d'une société collectiviste plus juste et plus efficace. Il l'affirme à maintes reprises. Ses nombreux articles sur la propriété en 1901 (repris dans ses *Etudes socialistes*) en témoignent, de même que divers discours, par exemple ceux de Bordeaux (1900)⁴⁴ et de Denain (1903)⁴⁵ dans lesquels il montre que ses objectifs collectivistes de socialisation des moyens de production et d'échange restent au cœur de sa pensée. De plus, divers éléments permettent de signaler que même s'il rattache alors le soutien aux grèves et l'issue des luttes à la défense républicaine et s'il cherche à orienter le mouvement ouvrier dans la voie institutionnelle, il n'est pas dupe quant aux nécessités réelles de la lutte. Il ne veut pas substituer l'institutionnalisation aux luttes. Partisan d'un "droit concret", il cherche à leur donner une issue politique, à élargir la palette des possibles. Au moment de la grève des tullistes de Calais, en 1901, il écrit par exemple : "La législation ouvrière ne sera qu'un mot si le prolétariat n'est pas toujours disposé et préparé à la défendre"⁴⁶. Il reviendra souvent, par la suite, sur des thèmes similaires pour appeler la classe ouvrière à ne pas se faire d'illusions. Ce sera le cas en novembre 1906, après le grand discours de Viviani sur le tout nouveau Ministère du travail dont il avait la charge ; un discours à tendance socialiste que Jaurès interprètera alors comme un "symptôme" de la force nouvelle des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière⁴⁷. Pour l'heure, beaucoup se rendaient compte aussi que le leader socialiste continuait de suivre de très près les questions ouvrières et de participer, quand il en avait la possibilité, au dénouement des grèves : en 1900, il est à l'origine, avec un ingénieur des mines choisi par le patronat, d'un arbitrage remarqué en faveur des mineurs de Saint-Étienne⁴⁸ ; en 1902 puis 1903, il interpelle le gouvernement à propos de la grève générale corporative des mineurs et de la grève des tisseurs d'Armentières⁴⁹ et ces prises de parole sont amplement répercutées par la presse des bassins miniers et textiles ; en 1904, c'est sur les inscrits maritimes, les horlogers de Cluses, les dockers de Marseille... qu'il attire l'attention ; en 1905, il fait des interventions parlementaires marquantes pour les porcelainiers de Limoges et les ouvriers des Arsenaux⁵⁰ et, dans le même temps, il reprend sa campagne en faveur des retraites ouvrières et discute très concrètement et dans le détail du droit ouvrier, tant à propos des prud'hommes que du contrat du travail et de la jurisprudence des grèves⁵¹. Il n'en reste pas moins vrai que, même s'il ne s'est pas détourné des questions concrètes, il a cependant conscience d'être de plus en plus isolé. "Il vit très mal cet éloignement des masses ouvrières", note Madeleine Rebérioux, dont l'appréciation est corroborée par Xiao Xiao-Hong qui indique : "Les contacts avec les militants de base se réduisent presque à Carmaux"⁵². Il perçoit cependant la difficile articulation qui devra être faite, à l'avenir, entre les instances politique et syndicale pour que le mouvement ouvrier dans son ensemble puisse sortir grandi de la victoire contre les anti-dreyfusards et de l'épisode millerandiste. C'est tout l'enjeu de

⁴⁴ Jean Jaurès, "Le socialisme. But et moyens", *La Revue socialiste*, mars 1900, pp. 257-267.

⁴⁵ Jean Jaurès, "Le programme socialiste", *La Revue socialiste*, avril 1903, pp. 415-428.

⁴⁶ Jean Jaurès, "La loi à Calais", *La Petite République*, 3/01/01.

⁴⁷ Jean Jaurès, "Le Ministère du travail", *L'Humanité*, 9/11/06. Sur le Ministère du travail, voir aussi "Pour les actes", *La Dépêche*, 27/10/08.

⁴⁸ cf. Jean Jaurès, "La crise du charbon" et "Dans la rue", *La Petite République*, 30/12/99 et 11/01/00.

⁴⁹ cf. notamment Jean Jaurès, "Les tisseurs du Nord", *La Dépêche*, 22/10/03, mais c'est en tout onze articles qu'il écrit à propos de ce conflit. En ce qui concerne la grève des mineurs, il y consacre neuf articles dans la *Petite République* et trois dans la *Dépêche* entre le 11 octobre et le 13 décembre 1902.

⁵⁰ cf. Jean Jaurès, "La vraie crise", "Impossibilité" et "Supprimez la République", *L'Humanité*, 14/05, 16 et 20/11/05.

⁵¹ C'est essentiellement dans *L'Humanité* que paraissent ses réflexions en ce domaine. Cf. entre autres, "Réaction sociale et Magistrature", "Grève et contrat", "Le sens de la grève", "Temps nouveaux", "Le code du travail" et "Transformation sociale", 13, 16 et 19/05/04, puis 29/07/04, 11/03/05 et 12/08/05.

⁵² cf. Rebérioux M., "Jaurès et les masses", *BSJ* 100, 1986, et Xiao-Hong X., *op. cit.* Madeleine Rebérioux a aussi profité de la réédition des *Etudes socialistes* pour signaler de nouveau, en présentation de l'ouvrage, cet isolement de Jaurès. Cf. Jean Jaurès, *Etudes socialistes*, Slatkine, Genève, 1980.

l'infléchissement stratégique qu'il entame en 1905-1906 lorsque s'ouvre un nouveau cours de la vie politique, marqué dans l'immédiat par la rupture avec les radicaux (qui sont allés "au bout de leur programme" avec la séparation de l'Eglise et de l'Etat), et par le renouveau et l'urgence de la question sociale (dont témoigne le regain de la conflictualité ouvrière à partir de 1904). En un court laps de temps, tout se précipite : la création de *L'Humanité*, la fondation de la Sfiio et l'acceptation de l'unité socialiste (alors même qu'elle se réalise contre les options majeures qu'il avait jusque-là défendues), les nouveaux liens entretenus avec le socialisme international et, en France, avec Edouard Vaillant (dans le cadre du Bureau socialiste international, notamment), le fait de reconnaître dans le syndicalisme un lieu d'action et de réflexion autonome et original puis, déjà, la nécessité de mieux s'organiser pour mener le combat contre la guerre..., tout cela peut certes se lire, chez Jean Jaurès, comme des tentatives de sortir de son isolement relatif. Mais il s'agit surtout pour lui de créer des points d'ancrage sur lesquels l'ensemble des forces socialistes et ouvrières pourront s'appuyer pour capitaliser les acquis de la période précédente et pour enclencher des revendications plus globales, voire plus radicales. Le député de Carmaux (qui a retrouvé son siège en 1902, après son échec de 1898) a entendu les critiques formulées à son encontre et à l'encontre du gouvernement de Défense républicaine et du Bloc des gauches. Il en tire les conclusions pratiques, stratégiques et théoriques.

La période lui apparaît bien nouvelle. Il y insiste fortement en juin 1906 dans son discours de Saint-Mandé : "[...] Ce sont les questions économiques, ou plutôt, car il n'y en a qu'une, c'est la question économique, c'est la question sociale, c'est la question de la propriété qui va apparaître au premier plan, en pleine clarté, en pleine vigueur [...]"⁵³. Il revient sur cette analyse le 12 juin, à la Chambre, en interpellant vivement Clemenceau et ses soutiens : il faut nous expliquer clairement leur dit-il, "[...] surtout à l'heure où nous entrons, de l'aveu de tous, dans une nouvelle période, celle où, les problèmes politiques et religieux étant résolus au moins pour un temps, ce sont les problèmes économiques et sociaux qui sollicitent l'attention et l'effort du parlement [...] Messieurs, ne vous y trompez pas, l'ère des difficultés exceptionnelles a commencé", avertira-t-il la semaine suivante, à la fin de ce discours fleuve⁵⁴, en démontrant que la majorité allait rencontrer "le maximum de résistance" dans le domaine social et qu'elle ne serait plus soutenue par cette partie de la bourgeoisie qui jusque-là n'avait pas fait défaut pour les combats politiques et républicains⁵⁵.

"Allié objectif des syndicalistes révolutionnaires"

Nous entrons donc dans une troisième période, qui va de 1906 à 1912-13, et au cours de laquelle Jaurès devient un "allié objectif des syndicalistes révolutionnaires"⁵⁶, même si les débats et controverses demeurent toujours vifs. Car "la CGT comme la Sfiio, hésite et cherche sa voie"⁵⁷. Parmi plusieurs autres, un article de Griffuelhes de mai 1910 atteste la vivacité de quelques propos : Jaurès se serait moqué selon lui des ouvriers et de la CGT dans la

⁵³ Jean Jaurès, "Discours au Banquet du Parti" (à Saint-Mandé), *L'Humanité*, 5/06/06.

⁵⁴ Jean Jaurès, "Discours juin 1906, interpellation et réplique...", *op. cit*

⁵⁵ Cette prise de conscience de Jaurès, bien que définitive, est encore fraîche comme semble l'indiquer son discours lors de la fête du Trocadéro, en décembre de la même année. Parlant de "la question religieuse et de la question sociale", il ne dit rien sur le syndicalisme ni sur ce nouveau cours. Cf. "Conférence du citoyen Jaurès, à la fête du Trocadéro, 16 décembre 1906", *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, 30/12/06, Edition établie par Madeleine Rebérioux, Guy Dreux et Christian Laval, Textes présentés par Gilles Candar et Catherine Moulin, Syllepse, 2005, pp. 151-164. Voir aussi *BSJ* 33, 1969.

⁵⁶ Selon l'expression de Jacques Julliard, *Colloque cité*, pp. 113 et 121.

⁵⁷ Rebérioux Madeleine, *La République radicale ? 1898-1914*, Nouvelle histoire de la France contemporaine, t.11, Point Seuil, 1975, p 170.

discussion sur les retraites⁵⁸. D'autres exemples peuvent être donnés. Dans une brochure sur le sabotage, par exemple, Pouget s'en prend directement au député socialiste qui serait "intoxiqué" par la morale bourgeoise, tout en lui reconnaissant un "esprit subtil", un "raisonnement clair et aigu"⁵⁹. Et l'on sait qu'à partir de 1909, le "noyau" responsable de la *Vie ouvrière* sera peu amène envers Jaurès⁶⁰. La réponse de ce dernier l'amena à défendre "le droit de critique socialiste" à l'encontre des syndicats et de la Confédération, et il n'hésita pas à qualifier une partie de ses responsables de "démagogues", à propos de la campagne qu'ils menèrent (avec les guesdistes pour alliés objectifs...) contre la loi sur les retraites ouvrières et paysannes⁶¹.

C'est l'époque où le leadership du député de Carmaux sur la Sfiio progresse et devient primordial, notamment grâce à l'alliance qu'il noue avec Edouard Vaillant et qui va contribuer au rapprochement avec la CGT⁶². Sans s'imposer à tous de façon uniforme, il devient l'interlocuteur privilégié, notamment dans les milieux ouvriers et syndicaux, car l'essentiel demeure à ses yeux l'organisation objective et pratique du prolétariat, sous toutes les formes possibles⁶³. Cela lui paraît d'autant plus logique et précieux que la CGT, symbole de l'unité de classe des ouvriers, est désormais encline à accepter le "principe de réalité", comme le montrent les luttes concrètes qu'elle impulse contre la vie chère, par exemple, ou contre l'augmentation des loyers, par le biais de sa Fédération des locataires.

Jaurès a perçu l'évolution qui peu à peu transforme la Confédération. Il le dit nettement dans son discours du 11 mai 1907, en un passage que l'on peut résumer ainsi : le rapport à la loi y est moins problématique, les anarchistes n'y ont pas le rôle et l'importance que l'on dit, Pouget et ses amis libertaires sont à leur manière des esprits positifs. De plus, à la CGT, la liberté de parole y est une réalité (l'autorité de Auguste Keufer en est selon lui la preuve). Tout cela lui permet de parier sur l'évolution féconde qui découlera des progrès enregistrés par la Confédération et de sa diversité croissante, synonyme de richesse⁶⁴. Il est donc à son aise pour préciser des idées qui lui sont chères : toute réforme partielle est un pas en avant, rappelle-t-il à Saint-Mandé⁶⁵, et le prolétariat doit pénétrer au cœur de la production, "participer comme classe à la puissance industrielle", commencer à "mettre la main sur le mécanisme de la production sans que cette main s'y prenne et y perde sa liberté d'action"⁶⁶. A sa façon, il tire les conclusions pratiques induites par les effets de la seconde industrialisation : la déstabilisation des ouvriers qualifiés et de l'élite ouvrière d'un côté, la montée des manœuvres et des OS de l'autre obligent à élargir - et élargissent de fait - les bases du syndicalisme. Ces

⁵⁸ Griffuelhes V., "Invariablement", *La Voix du peuple*, 16/05/10, (versé en 1976...).

⁵⁹ Pouget Emile, *Le sabotage*, M. Rivière, 1912, p 27-31.

⁶⁰ Durand J., "La Vie ouvrière et Jaurès", *BSJ* 90, 1983

⁶¹ cf. "L'action syndicale et le Parti socialiste, Discours prononcé au Congrès socialiste de Lyon le 20 février 1912 par Jean Jaurès", *L'Humanité*, 1912, 16 p. (Dans les notes suivantes, cette brochure sera signalée par *Discours de Lyon*, 1912). Concernant les différents sujets de controverse, cf. notamment Jean Jaurès, "Le point faible", "Socialisme et syndicalisme", "Vaines polémiques" et "Action concordante", *L'Humanité*, 20/02/10, 7/12/11, 25 et 27/08/12, ainsi que la série d'articles de septembre 1912 parus dans ce même journal.

⁶² cf. Howorth Jolyon, *Edouard Vaillant. La création de l'unité socialiste en France*, EDI/Syros, 1982 et "E. Vaillant et J. Jaurès : éléments d'une influence latente", *BSJ* 62, 1976. De son côté, Michel Launay note : "La cause majeure, semble-t-il, des meilleures relations entre SFIO et CGT à la veille de la Grande Guerre est la position des 'blanquistes' à la direction du parti", dans *Le Syndicalisme en Europe*, Imprimerie nationale Editions, 1990, p. 76. Cette alliance amènera en 1914 les deux leaders socialistes à proposer que Pierre Parenthou-Dormoy, militant syndicaliste révolutionnaire notoire, entre au secrétariat de la Sfiio. Cf. "Pierre Parenthou-Dormoy - Souvenirs sur Jaurès", in *Le Mouvement social*, n° 39 (avril-juin 1962), pp. 20-28.

⁶³ cf. Jean Jaurès, "En marche", *L'Humanité*, 24/05/08.

⁶⁴ Jean Jaurès, Chambre des députés 10/05/07, repris in extenso dans *L'Humanité* sous le titre "Jaurès défend le droit syndical", le 11/05/07 (Jaurès a continué son intervention la journée suivante ; elle sera donc signalée par la suite par *Discours du 10 mai 1907* ou *Discours du 11 mai 1907*).

⁶⁵ "A Saint-Mandé", *L'Humanité*, 5/06/06.

⁶⁶ Jean Jaurès, "L'éducation ouvrière", *Le Cri des travailleurs*, 2/08/08.

changements profonds de la société qui se matérialisent par la réorganisation du travail, la redéfinition des qualifications, les progrès de l'urbanisation et de la concentration industrielle... le poussent aussi à mieux relier combats présents et projets d'avenir en prenant très au sérieux les formes d'organisation diverses et multiples que le mouvement ouvrier a adoptées⁶⁷ ou est encore appelé à se donner.

Désormais, l'accent est mis sur les buts communs (les réformes sociales et la transformation du régime de la propriété et du salariat) dont il dit vouloir hâter l'avènement en faisant feu de tout bois pour arracher à la classe privilégiée tout ce qui peut l'être, tant par l'entremise du parlement que par le biais des luttes ouvrières. Les discours et écrits de Jaurès ont une tonalité plus critique et plus immédiatement transformatrice et sont d'autant plus bienveillants à l'égard du syndicalisme révolutionnaire que les gouvernements successifs (à commencer par ceux de Clemenceau et Briand) répriment les grèves et les mouvements sociaux avec beaucoup d'ardeur. Entre Jaurès et la CGT, le dialogue est désormais ouvert et permanent, et le positionnement jaurésien est très nettement celui d'un porte-voix et d'un soutien de tous les combats et de toutes les préoccupations des salariés. Et cela sur tous les fronts : à la Chambre, face aux différents gouvernements qui se succèdent, au sein de la Sfiio et de l'Internationale.

Les indices de ce dialogue se font de plus en plus en plus concrets. A partir de décembre 1905, il exalte à plusieurs reprises le syndicalisme révolutionnaire, après avoir soutenu, entre juin et octobre, la Bourse du travail de Paris, de nouveau menacée de fermeture. En août 1906, il crée une tribune libre syndicale et coopérative à *l'Humanité*. Et le 13 octobre 1906, dans son discours trop méconnu du Manège Saint-Paul, à Paris, devant six mille personnes, il fait un vibrant éloge de la CGT et du syndicalisme révolutionnaire : “[...] Ah ! citoyens, j'ai confiance, parce que jamais il n'y a eu dans notre pays un mouvement aussi puissant de pensée, de conscience, d'opinion. Depuis que l'unité socialiste est réalisée, l'action du prolétariat va se développant, les vieilles querelles s'effacent. Avant-hier, il y a quelques jours, la corporation des mineurs jusqu'ici coupée en deux, réalisait son unité ; ces jours-ci, à Amiens, siégeait le Congrès des organisations ouvrières de la Confédération Générale du Travail. Il se peut qu'il n'y ait pas concordance absolue entre les votes de la Confédération et quelques-uns de nos vœux. Mais ce qui est éclatant pour tous ceux qui ont suivi le Congrès d'Amiens, c'est qu'un grand esprit de conciliation et de fraternité ouvrière y a dominé ; il s'y est produit, entre organisations ouvrières jusque-là rivales, un rapprochement et, à l'égard du Parti socialiste, une sorte de détente. Les syndicats désirent, et ils ont raison, maintenir l'autonomie de leurs organisations et de leur action ; ils ont une fonction propre ; le syndicalisme a son mode d'action, il a son essence et nul ne peut songer à lui demander une abdication ou une confusion. Mais lorsque la détente se produit, lorsque les polémiques violentes cessent, les malentendus ne tardent pas à se dissiper et les questions peuvent se poser enfin avec clarté. Or, que constatons-nous dans la décision finale, dans le vote essentiel de la Confédération du travail ? Il signifie que la vie syndicale ne doit se confondre avec la vie d'aucun parti. Mais en même temps, comme il y a une unité essentielle et profonde dans la pensée et dans l'œuvre du prolétariat, il est impossible à la Confédération du Travail de définir le syndicalisme, sans définir par là même le socialisme. Ce vote dit avec raison que l'action syndicale ne doit pas se confondre avec l'action politique, bien loin qu'elle s'y doive subordonner. Mais la décision ajoute que le syndicalisme a pour objet suprême, après les améliorations, après les réalisations immédiates qui doivent alléger les souffrances des ouvriers, l'entière libération des salariés par l'entière expropriation capitaliste, et le fonctionnement d'une société nouvelle avec les groupements ouvriers comme organes

⁶⁷ cf. Michel Pigenet (“Charte d'Amiens, syndicalisme de transformation sociale et 'capacité politique' des travailleurs français à l'aube du XXe siècle”, in *Colloque de Nérac, op. cité*, pp. 17-29) qui résume bien, en ce domaine, l'apport des historiens anglo-saxons, notamment Hanagan M. P., *The logic of Solidarity. Artisans and Industrial Workers in three french towns (1871-1914)*, Chicago, University of Illinois Press, 1980.

nouveaux de production et de distribution. Or, citoyens, lorsqu'on proclame que l'objet de son effort, c'est l'expropriation générale du capital, lorsqu'on ajoute que dans la société ainsi constituée, ce n'est pas une bureaucratie nouvelle, ce n'est pas un gouvernementalisme nouveau qui prendra en main la production, mais les travailleurs eux-mêmes déjà groupés dans leurs organisations professionnelles et ralliés par une même pensée d'émancipation, quand on dit cela, on définit bien le syndicalisme révolutionnaire, mais on a aussi et par là même défini le socialisme. (Applaudissements). Il y a donc, non pas confusion, non pas rapprochement mécanique, mais action parallèle, indépendante tout ensemble et harmonique. Et lorsque cette vitalité du prolétariat se manifesterait par la concordance spontanée des deux actions autonomes, action syndicale et action politique, les privilégiés de la propriété ne tarderont pas à sentir que l'heure suprême approche. (Applaudissements). C'est donc une grande espérance qui anime et qui soulève à cette heure les prolétaires et en même temps qu'ils définissent leur méthode, leur objet, ils obligent le patronat dans la lutte de chaque jour, à reconnaître leur force [...] Ah ! il peut y avoir des dissentiments passagers, des difficultés passagères ; mais lorsque toute une classe, malgré des querelles de tactique et de méthode, malgré des rivalités secondaires, est passionnée pour le même idéal, sur cette hauteur d'espérance, disparaissent bientôt tous les malentendus [...]"⁶⁸.

De 1906 à 1910, Jaurès est bien celui qui incarne le mieux la lutte et la critique de la politique répressive et "sans direction" des gouvernements radicaux. Les exemples sont innombrables. Les combats communs se multiplient, sans qu'il soit possible, ici, d'insister sur chacun d'eux : prises de position nettes en faveur du syndicalisme des fonctionnaires, du repos hebdomadaire, des grévistes de Fougères (hiver 1906/07)... ; protestation contre les arrestations de Martinet et Luquet⁶⁹ ; critique virulente du gouvernement qui a "violé la légalité républicaine" en arrêtant préventivement les électriciens grévistes (mars 1907) ; déposition devant la cour d'assises de la Seine, le 5 juin 1907, dans le procès Bousquet-Lévy ; participation à la campagne d'agitation pour la libération du syndicaliste Bousquet (1908) et soutien apporté aux douze militants qui comparaissent en cour d'assises dans l'affaire dite de "l'affiche syndicaliste"⁷⁰ ; très nombreuses interventions en faveur des postiers et contre la répression et les révocations dont ils furent victimes (printemps 1909) ; manifestations contre l'assassinat de Ferrer (octobre 1909) puis contre la condamnation à mort et l'exécution de Liabeuf (juin 1910)⁷¹ ; meeting contre la guerre menaçante (septembre 1911) ; obsèques d'Aernout (février 1912) ; présence au procès du militant Guilbaut (1911) ; soutien à Via, Dumont et Baritaud lors de leur procès de janvier 1912, et nouvelle désapprobation des lois scélérates⁷² ; appel à la mobilisation pour la mise en liberté des syndicalistes emprisonnés (été 1913)⁷³... On le voit, le député du Tarn ne craint pas de s'afficher aux côtés des militants syndicaux les plus actifs et de soutenir les campagnes de la Confédération. L'épouvantail anarchiste, tant utilisé par les détracteurs de la CGT, ne lui fait pas peur, et la présence de

⁶⁸ Le *Cri des travailleurs du Tarn, de l'Aveyron et de l'Hérault* a reproduit ce discours dans son édition du 21 octobre 1906, sous le titre "La crise de l'Humanité", puisque le meeting était organisé en soutien au quotidien socialiste, alors en mauvaise passe.

⁶⁹ Jean Jaurès, "Insensés" et "Glissement", *L'Humanité*, 19 et 20/11/06.

⁷⁰ Jean Jaurès, "Poursuites absurdes" et "Le procès désavoué", *L'Humanité*, 19 et 20/02/08. Sur la grève, l'organisation ouvrière, la "persécution" des dirigeants de la CGT et la répression dont sont alors victimes les syndicalistes, il consacre au moins trente et un articles en trois mois, d'août à octobre 1908, dans *L'Humanité*. Il reviendra encore plusieurs mois après sur le sujet en réclamant la mise en liberté des militants emprisonnés. Cf. "Mettez-les en liberté", *L'Humanité*, 7/11/08.

⁷¹ cf. Collectif, *L'affaire Ferrer*, Centre national et musée Jean Jaurès, 1991. Victor Serge, alors militant anarchiste, a rendu compte dans ses mémoires de l'action de Jean Jaurès lors de ces manifestations. Concernant la seconde, il précise : "Jaurès, reconnu à la tête d'une colonne, fut à demi assommé", cf. Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire. 1901-1941*, Point Seuil, 1978, pp. 33-37.

⁷² Jean Jaurès, "En flagrant délit", *L'Humanité*, 9/01/12.

⁷³ Jean Jaurès, "Procédés sauvages" et "Régime possible", *L'Humanité*, 30 et 31/07/13.

militants anarchistes et libertaires à ces manifestations et actions ne le rebute pas. Il sait que l'essentiel est ailleurs et que les amalgames trop rapides ou les caractérisations simplistes dont sont alors victimes les franges les plus radicales du mouvement ouvrier ne correspondent nullement à l'entière réalité. "Jaurès manifeste une grande compréhension à l'égard du syndicalisme révolutionnaire" note avec raison Xiao Xiao-Hong⁷⁴, qui perçoit derrière cela des raisons de fond, économiques et sociales.

Divers témoignages et d'autres faits soulignent ces liens privilégiés, sur de nombreux sujets, entre Jaurès et les militants syndicalistes révolutionnaires. Alfred Rosmer dira par exemple en 1961, lors d'une interview : "S'agissant de façon générale des rapports entre les dirigeants syndicalistes et Jaurès, ils étaient meilleurs avec lui qu'avec tout autre leader du Parti. Mais ils n'allaient pas sans quelque défiance. Les syndicalistes avaient la volonté de défendre leur terrain propre. Quand Jaurès pénétrait trop à leur gré dans les questions ouvrières, ils se rebiffaient. Les actions communes entre Parti socialiste et CGT étaient seulement de circonstance. Pourtant, il y eut un rapprochement plus étroit lors de la lutte contre les Trois ans et du meeting du Pré-Saint-Gervais. De même, les campagnes de Jaurès sur les questions coloniales avaient le plein appui des militants syndicalistes. C'est Merrheim, entre parenthèses, qui souleva le premier la question de l'Ouenza"⁷⁵ (question à laquelle Jaurès consacra de très nombreux articles et déclarations...). Ces liens renouvelés passaient par différents canaux et réseaux, notamment par *l'Humanité*. Décrivant le déroulement d'une grève, les auteurs d'un ouvrage paru en 1909 attiraient l'attention sur les liens unissant les missi-dominici syndicalistes révolutionnaires et le quotidien socialiste, "journal ami" à qui il convenait de téléphoner sans tarder pour que l'écho des luttes soit amplifié : "Tous ceux-là qui voyagent le plus souvent possèdent à l'état permanent des sortes de réduction télégraphique pour ce journal qui parfois, à ce titre très logique, leur procure aussi des permis"⁷⁶. Victor Serge pour sa part affirme qu'il lisait alors *l'Humanité* "avec admiration, avec irritation"⁷⁷ et de nombreuses cartes postales montrent des groupes d'ouvriers ou de grévistes posant en présentant de façon ostentatoire et sans aucune discrimination les journaux militants tels que *la Voix du peuple*, *la Guerre sociale* ou *l'Humanité*.

Par ailleurs, les progrès de l'organisation, sa maturité nouvelle attirent l'attention et convainquent mieux qu'auparavant. A Clemenceau qui venait d'affirmer qu'en face de lui, dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais en grève, il n'avait vu que des "ouvriers" (sous-entendu, des salariés atomisés, sans liens entre eux et sans objectifs communs), Jaurès rétorque que c'était bien la classe ouvrière en tant que telle qui était en mouvement. Il précise même aussitôt que l'existence de celle-ci est matérialisée par les organisations qu'elle s'est donnée et dans lesquelles elle se trouve : ses syndicats, ses fédérations et sa Confédération... Et il poursuit en louant les syndiqués pour leurs efforts multiples d'épargne, de pensée et de courage, efforts indispensables pour faire progresser la société dans le sens de la justice⁷⁸. Il n'y a rien d'étonnant dans ces conditions si Jaurès insiste inlassablement sur la nécessaire convergence du Ps et de la CGT, comme il le fait par exemple lors du congrès de Toulouse, au cours duquel il polémiqua avec Hubert Lagardelle qui n'a de cesse d'opposer les deux organisations⁷⁹. Et comment interpréter sinon dans le sens du rapprochement, le fait qu'en

⁷⁴ Xiao-hong X., "Conception interactive et dynamique de la démocratie chez Jaurès", *BSJ* 123, 1991.

⁷⁵ cf. Interview de Alfred Rosmer. 13 octobre 1961, in *Le Mouvement social* n° 39, op. cit., pp. 12 et 13.

⁷⁶ cf. Leclerq Maurice et Girod-de-Fléaux E., *Ces messieurs de la CGT. Profils révolutionnaires*, Editions Ollendorff, 1909, cité par Guillaume Davranche : "Figures révolutionnaires. A propos d'un livre paru en 1909 - Ces messieurs de la CGT", disponible sur le site pelloutier.net.

⁷⁷ *Op. cit.*, p. 24.

⁷⁸ Jean Jaurès, "Discours, juin 1906, interpellation et réplique...", *op. cit.*

⁷⁹ *Congrès de Toulouse, Discours de Jean Jaurès prononcé le samedi 17 octobre 1908*, brochure éditée par la SFIO en 1908, 63 pp. Ce discours a été maintes fois réédité par la suite. Jean-Pierre Rioux l'a récemment repris en entier dans *Jaurès. Rallumer tous les soleils, anthologie*, pp. 673-730, Omnibus, 2005, 960 p.

novembre 1910, à propos de la grève des cheminots, le leader socialiste dit son accord avec Victor Griffuelhes (tout en se refusant à polémiquer avec lui) ou encore, en janvier et février 1912, l'offre que lui fait Léon Jouhaux d'écrire les articles "antiparlementarisme" et "parlementarisme" dans la toute nouvelle *Encyclopédie du mouvement syndicaliste* en préparation⁸⁰ ?

Il œuvre aussi sans cesse en faveur de la cohésion ouvrière, au sein de la Sfiio, bien sûr (sur ce point son discours au Congrès de Toulouse est resté fameux), mais également en direction des militants de la CGT, au profit de laquelle il encourage l'entrée de la Fédération des mineurs (effective en août 1908). Appelant les instituteurs (dont beaucoup sont "socialisants") à "entrer en communication avec le monde du travail organisé", il se réjouit en outre de la constitution, au sein de la Confédération, de la Fédération syndicale des fonctionnaires (en décembre 1909)⁸¹. Ce qui l'intéresse, c'est bien le renforcement, le rapprochement et l'action commune et parallèle des deux organisations. L'adoption de la motion du Tarn au congrès Sfiio de Limoges, un mois après la Charte d'Amiens, est à cet égard plus que symbolique, de même que le discours de défense de la CGT qu'il prononce au congrès suivant, à Nancy en août 1907.

Il est en politique "l'homme orchestre"⁸² des luttes ouvrières et syndicales, comme en attestent ses innombrables articles portant sur les mouvements sociaux et les campagnes cégétistes d'alors : il en écrit plusieurs dizaines sur la grève des mineurs qui suit la catastrophe de Courrières, et sur celle des ouvriers du Bâtiment et des postiers ; il déploie une énergie considérable pour mobiliser très largement, comme au temps de l'Affaire, en faveur de l'ouvrier charbonnier Jules Durand, injustement condamné à mort (1910-1911)⁸³ ; il révèle une nouvelle fois ses capacités d'analyse et d'action lors de la grève des cheminots en 1910, à propos de laquelle il ne consacrera pas moins de 101 articles de presse, dix interventions parlementaires et de nombreuses réunions publiques et privées⁸⁴.

En outre, l'attention qu'il porte aux réalités concrètes, aux conditions de travail, aux modes de vie des classes populaires donne un écho particulier à sa parole. Un ancien mineur aveyronnais m'a raconté, par exemple, que son père admirait Jaurès parce que, entre autres choses, il avait été "le premier" à avoir dénoncé l'inégalité devant la mort. Si cette appréciation peut paraître un peu exagérée, on retrouve néanmoins ce thème dans un discours que le député du Tarn prononça à la Chambre le 9 décembre 1912⁸⁵.

Tous ces combats, à la charnière du politique et du syndical, sont pour lui l'occasion de faire coïncider "la parole et l'acte", dans le cadre d'une conception politique et sociale de la transformation de la société qui ne changera guère par la suite. Il convient toujours de consolider les acquis, de développer les organisations du prolétariat et surtout de structurer les liens qui les unissent objectivement. Le mouvement de réconciliation est en cours, dit-il au congrès de Lyon, en critiquant vertement les propos de Compère-Morel et Ghesquière qui

⁸⁰ cf. Brécy R., "Jaurès et le mouvement syndical en 1912", *BSJ* 10, 1963.

⁸¹ Sur cette question importante, on trouvera de nombreux articles dans *Jean Jaurès, De l'éducation (Anthologie)*, introduction de Gilles Candar. Postface de Guy Dreux et Christian Laval, Syllepse, 2005.

⁸² Expression maintes fois exprimée après sa mort par des proches ou des commentateurs puis, ensuite, par les historiens. Jean-Pierre Rioux en a fait le titre du chapitre IX de sa récente biographie, *Jean Jaurès*, op. cit.

⁸³ Rebérioux M., "Jaurès et l'affaire Durand", *BSJ* 3, 1961 et Rabaut J., "L'affaire Durand. Une lettre de Jaurès à Anatole France", *BSJ* 84, 1982. Onze articles dans *l'Humanité* et un dans *La Dépêche* sont consacrés par Jaurès à cette affaire du 27/10/10 au 16/02/11.

⁸⁴ C'est Xiao Xiao-Hong qui a précisé dans sa thèse toute l'importance attribuée à ce mouvement revendicatif par Jean Jaurès. Vincent Auriol avait rappelé en 1961 que c'est au profit de la caisse de secours constituée pour venir en aide aux cheminots révoqués après la grève que Jaurès prononça sa conférence sur Tolstoï à Toulouse, le 10 février 1911

⁸⁵ Henri Guillemin avait attiré notre attention sur cette question dans son ouvrage *L'arrière-pensée de Jaurès*, Gallimard, 1966, notamment dans son chapitre "Jaurès dans l'action" publié en avant-première dans *Les Temps modernes*, n° 234 (nov. 1965), pp. 776-815.

venaient de susciter une vive réaction des dirigeants cégétistes. Il faut conforter la confiance réciproque pour qu'il se poursuive et ne pas remettre en cause, comme le font des guesdistes, les décisions antérieures actées par les congrès socialistes⁸⁶.

Il souhaite par ailleurs prendre des positions fortes et croissantes au sein même de la société capitaliste sans s'abuser quant à leur importance et potentialités réelles et, donc, sans perdre de vue le but ultime de la socialisation des moyens de production et d'échange. Ce point demeure essentiel. Nous pourrions citer des dizaines de textes allant dans ce sens. Contentons nous ici de reproduire un court extrait d'une contribution qui lui fut demandée en 1906 par *La Vie illustrée* : “[...] L'heure est venue pour le socialisme de compléter son œuvre critique par une œuvre organique. Il ne suffit plus de dénoncer les vices et les misères de la société présente et d'en démêler le principe. Il faut indiquer comment une société nouvelle pourra être instituée et comment elle fonctionnera. J'ai dit et je répète avec tous les socialistes, qu'il n'y a qu'un moyen d'affranchir le travail : c'est de procéder à l'expropriation générale de toute la propriété capitaliste, de toute celle qui produit des bénéfices, des dividendes, des rentes, des loyers”⁸⁷ ; et renvoyons à la conférence qu'il fit à Buenos Aires en 1911, dans laquelle la question de la propriété et des formes de l'appropriation sociale occupe une grande place⁸⁸. Le collectivisme est bien l'horizon à atteindre : il demeure incontournable, au sens propre du terme, contrairement au “socialisme d'Etat”, au “solidarisme” et autre “socialisme libéral” sur lequel Serge Audier a récemment attiré notre attention⁸⁹.

⁸⁶ *Discours de Lyon, 1912*. A propos de “l'Encyclique” et de la polémique qui suivit, il convient de consulter *l'Humanité* en septembre 1912. Le journal met “carte sur table” en publiant le 5/09 la lettre de Jouhaux, Griffuelhes, Bled, Savoie, Voirin et le 13/09 la réponse de Jaurès. Mais au bout du compte, la “crise” dure peu de temps et il convient de noter que le texte syndical valide des thèmes de réflexion jaurésiens en désavouant aussi l'antipatriotisme, la désertion, l'insoumission.

⁸⁷ Jaurès continue ensuite sur ce registre en précisant sa conception de la socialisation. Cf. “A propos du 'Paradis socialiste'. L'opinion des collectivistes (Jules Guesde, Edouard Vaillant et Jean Jaurès)”, *La Vie illustrée*, 13/07/06. Ce document fort intéressant et, me semble-t-il, jamais cité fait suite à un numéro spécial intitulé “Le paradis socialiste” que la même revue avait sorti le 27 avril précédent. Ce dernier, très antisocialiste, avait été signalé par Jean Rabaut (*BSJ* 29, 1968). Les protestations auxquelles il avait donné lieu ont-elles obligé la direction de la revue à faire un numéro plus objectif et moins polémique ?

⁸⁸ Jean Jaurès, “Civilisation et socialisme”, Conférence donnée au théâtre Colisée de Buenos Aires le jeudi 5 octobre 1911, organisée par le Parti socialiste argentin, rééditée dans *Jean Jaurès, Laïcité et République sociale. 1905-2005 : Centenaire de la loi sur la séparation des Eglises et de l'Etat, Textes choisis et présentés par Gilles Candar*, pp. 151-167, Le Cherche midi, 2005 (texte signalé ensuite par *Conférence de Buenos Aires, 1911*). Sur le thème de la propriété, voir aussi le discours-réplique à Clemenceau (juin 1906) dans lequel Jaurès explique que l'expropriation avec ou sans indemnité est destinée à “rétablir l'équilibre” faussé entre la classe ouvrière et la classe possédante, et qu'il est possible de commencer dès maintenant ce travail par le biais de la procédure d'utilité publique. Voir par ailleurs, sur ce sujet (pour uniquement cette période et en dehors des écrits qu'il a consacrés au rachat de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest et aux mines de l'Ouzenz), les importants articles suivants : “La question sociale”, “Statistiques sociales”, “Tristesse”, “Qu'on s'explique”, “Capitalisme et Etat”, “Vaines polémiques”, “Un exemple”, “Pas d'équivoque” et “Un échec”, dans *l'Humanité* des 9 et 18/06/06, 6/12/07, 31/03/09, 15/09/10, 25/08/12, 15 et 17/09/12, 7/02/13 ; puis dans *La Dépêche* “Organisation”, “La suite d'un vote” et “Pour les communes”, les 18/07/07, 17/07/08 et 28/08/09 ; puis dans la *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur* “La crise”, 23/05/09. Il faut aussi lire les travaux de Chaniel Ph., “La propriété sociale contre l'Etat - Jaurès, le collectivisme et l'association”, pp. 152-165, *Contretemps*, n° 5, sept. 2002 et “Jaurès, la propriété collective ou le pouvoir des sans-pouvoir”, dans Corcuff Ph. et Maillard A. (dir.), *Les socialismes français à l'épreuve du pouvoir. Pour une critique mélancolique de la gauche*, pp. 165-179, La discordie, Textuel, 2006. Lire aussi Poumarède J., “Jaurès et le droit de propriété”, in Collectif, *Mélanges. A la mémoire du Professeur Roger Saint-Alary*, Presses universitaires de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2006, pp. 457-475. Ces études ne prenant pas ou peu en compte les textes de Jaurès des années 1902-1914 et les recherches menées dans le cadre de la Société d'études jaurésiennes, je me permets de renvoyer à mes articles “Jaurès et les nationalisations”, dans *Jaurès et l'Etat*, op. cit., pp. 177-193 et « Conception jaurésienne de la propriété sociale », in *Actes du colloque Actualité de la pensée de Jaurès, Revue du Tarn*, n° 211 (automne 2008), pp. 443-450.

⁸⁹ cf. Audier S., *Le socialisme libéral*, Repères/La Découverte, 2006.

Enfin, il rappelle la nécessité de proposer sans relâche des avancées concrètes de façon à réduire les méfaits de l'exploitation et à offrir aux classes populaires des armes nouvelles pour leur émancipation (retraites ouvrières et paysannes, contrat collectif, réduction du temps de travail, droit de grève des fonctionnaires, assurance sociale généralisée couvrant tous les risques sociaux...). Jamais n'a compté autant à ses yeux l'intégrité de la pensée et de l'action ouvrière, d'où sa défense de l'autonomie syndicale et du syndicalisme CGT contre tous ceux qui l'attaquent plus ou moins directement (gouvernement, patronat, guesdistes...).

Au sein même de la mouvance syndicaliste révolutionnaire, il n'épargnera pas non plus ceux qu'il nomme parfois les "excités" et ceux qui développent des formules "trop générales et sommaires", un style "trop savant et abstrait, trop idéologique", même s'il refuse que l'on juge la Confédération à quelques phrases et à quelques brochures, aussi bien qu'à ses "égarements", ses "excès", ses "outrances", ses "paradoxes"... selon les termes que l'on trouve ici ou là sous sa plume⁹⁰.

Trois raisons essentielles

Trois raisons essentielles l'amènent à creuser sans cesse ce sillon : d'une part, la CGT grandit. Passant de 158 000 à 400 000 adhérents de 1904 à 1911, elle s'aguerrit et se structure. Ses militants sont mieux informés et mieux formés par la diversité des luttes et la variété des problèmes économiques et sociaux à résoudre au moment où se déploient les premiers signes de la seconde révolution industrielle (internationalisation des échanges, concentration capitaliste, croissance des richesses, rôle social de l'Etat, concurrences coloniales et impérialistes...)⁹¹. Le syndicalisme révolutionnaire, "rejeton de la branche anarchiste", obéit désormais à "sa propre loi de développement"⁹². Une "opinion syndicaliste s'est bel et bien forgée au feu de l'expérience", selon les termes de Michel Pigenet⁹³. Jaurès perçoit avec gourmandise cette évolution lorsqu'il développe l'idée que "la classe ouvrière lutte pour l'humanité"⁹⁴ et que le syndicalisme est "une force de civilisation" contre "la tyrannie du capitalisme"⁹⁵, notamment parce qu'il dépasse le corporatisme "en largeur" et "en épaisseur"⁹⁶. Une certitude appréciable se fait jour : classe ouvrière et syndicalisme entrent de plus en plus en osmose, en dépit des faiblesses de ce dernier, car les organisations, à tous les échelons, parviennent de mieux en mieux, en s'unifiant, à dépasser les cadres antérieurs trop étroits : "La classe ouvrière lutte précisément pour échapper au morcellement et à la dispersion des métiers. Elle opère un travail ininterrompu de concentration. Elle a mis fin au compagnonnage, qui opposait groupement à groupement dans un même métier. Elle s'efforce de mettre fin au corporatisme qui isole les ouvriers des divers métiers. Elle remplace de plus en plus la Fédération de métier par la Fédération d'industrie, et elle coordonne dans la Confédération générale du travail tous les syndicats, toutes les Fédérations ouvrières, toutes les Bourses du travail. Le syndicalisme est un acte d'unité ; c'est donc un acte de pensée : car il n'y a que la force de la pensée qui puisse dominer les spécialités diverses dans lesquelles la

⁹⁰ Pour quelques exemples, cf. Jean Jaurès, "L'explication syndicaliste", *L'Humanité*, 3/09/13 et *Discours du 11 mai 1907*.

⁹¹ La bibliographie relative aux évolutions économiques et sociales de la période est immense. Je ne renvoie ici qu'à Asselain J.-C., *Histoire économique. De la révolution industrielle à la première guerre mondiale*, PFNSP/Dalloz, 1991.

⁹² cf. Maitron J., *op. cit.*, t1, p. 130.

⁹³ Dans *Colloque de Nérac*, Op. cité, p. 20.

⁹⁴ Jean Jaurès, *Discours à la Chambre des 25 juin et 2 juillet 1909*, Brochure éditée par l'imprimerie de la presse, Toulouse, 1909, 32 p.

⁹⁵ Jean Jaurès, "Syndicalisme et production", *L'Humanité*, 12/04/12.

⁹⁶ Jean Jaurès, "Permanence et évolution", *L'Humanité*, 4/09/13.

vie ouvrière est disséminée”⁹⁷. Il est aussi une force dans le présent et pour l'avenir et pourra donc être un organe de gestion de la société future⁹⁸. “Ce qui caractérise, en effet le syndicalisme révolutionnaire, ce n'est pas l'emploi de tel ou tel procédé : c'est l'idée communiquée au prolétariat que tout effort partiel de libération et de revendication vaut surtout en vue de l'effort total ; c'est la conscience toujours plus nette qu'ont les travailleurs de la force vitale du travail ; c'est le parti-pris d'obliger enfin la société bourgeoise à capituler devant la puissance du salariat graduellement développée, c'est la conviction que le jour doit venir où la force du travail, en se refusant collectivement à une société mauvaise, contribuera à déterminer ce moment suprême d'un long effort où l'évolution s'achève en révolution, par l'effet combiné de l'action syndicale et de l'action politique”⁹⁹. Et ce haut idéal, le syndicalisme le doit au fait qu'il synthétise en lui et par sa pratique l'histoire des luttes et des revendications : “Ce qui fait la caractéristique du syndicalisme français, c'est qu'il est, dans les limites de l'organisation syndicale et proprement prolétarienne, un magnifique idéalisme ouvrier. Lagardelle nous dit que dans l'atelier l'ouvrier est directement aux prises avec la puissance patronale. Oui, je le dis avec lui, ce qui fait la grandeur du syndicalisme, c'est qu'il renouvelle perpétuellement, au contact des faits, le sentiment de l'âpre réalité sociale dans la classe ouvrière”. Cela est important, poursuit-il, “mais il faut que par la force de l'idée, par la force de la pensée, il transforme cette matière brute - d'expérience toujours incomplète et limitée - en une magnifique formule de lutte de classe, aboutissant à l'entière transformation sociale. Eh bien, cela, le syndicalisme français l'a tiré certes de l'expérience immédiate de la lutte ouvrière, ou du moins c'est dans l'expérience immédiate de la lutte ouvrière toujours élargie qu'il a donné à cette idée une valeur concrète, une réalité toujours présente. Mais cette idée, elle lui vient de plus loin et de plus haut. L'ouvrier français, avant de se syndiquer, même quand il est syndiqué, il est autre chose qu'un salarié, autre chose qu'un producteur, il est l'héritier dépouillé d'une immense humanité de revendication et de combat. C'est ce qui fait l'originalité du syndicalisme français, c'est ce qui échappe à nos camarades étrangers, cette ampleur de la conscience ouvrière dans le syndicalisme français”¹⁰⁰.

A la base, les liens sont étroits entre militants socialistes et syndicaux, et les dirigeants cégétistes perçoivent de façon nouvelle, à l'issue de l'échec (ou semi-échec ?) des “grèves générales” de 1906 et 1908, le décalage qui existe entre leurs discours et la réalité. Jaurès ne perd d'ailleurs pas une occasion pour obliger le syndicalisme révolutionnaire à réévaluer dans un sens critique et pratique son rapport au réel. Il prend acte chaque fois qu'il le peut des progrès du “réalisme syndical” et a une nette conscience de la diversité interne de la centrale syndicale. “La Confédération générale du travail, explique-t-il à la Chambre en mai 1907, elle est à la fois infiniment complexe et infiniment mouvante. Lorsque vous prétendez la juger en caractérisant tel ou tel de ses éléments, tel ou tel de ses moments, vous oubliez qu'elle est une force complexe et mouvante. Ce n'est pas une unité de caserne, ce n'est pas une unité d'embrigadement et de discipline aveugle ; comme le dit le mot même, c'est une confédération, c'est à dire la coordination de libres activités (...) réunies par un esprit commun mais réservant la liberté de leurs méthodes, la liberté de leur passion. Et c'est ainsi qu'à côté des anciens libertaires ou des libertaires partisans de cette grève générale

⁹⁷ Jean Jaurès, “L'esprit de l'éducation populaire”, *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, 3/10/09.

⁹⁸ Jean Jaurès, “Socialisme et syndicalisme”, *L'Humanité*, 7/12/11 et *Discours au Congrès SFIO de Nîmes, 8 février 1910*, *Compte rendu du Congrès*, 6-9 février 1910, pp. 388-396.

⁹⁹ Jean Jaurès, “Organisation”, *L'Humanité*, 12/08/08.

¹⁰⁰ *Discours de Toulouse, 1908, op. cit.* Cette continuité historique du syndicalisme est amplement validée par la recherche historique. Cf. par exemple Bernard H. Moss (*Les origines du mouvement ouvrier français. Le socialisme des ouvriers de métier - 1830-1914*, Annales littéraires de l'Université de Besançon, 1985) qui voit dans le syndicalisme révolutionnaire “l'aboutissement du socialisme des métiers”, p. 182.

révolutionnaire qui, pour le gouvernement suffit à disqualifier tout le monde, excepté les membres du gouvernement (...), il y a des positivistes, des réformistes, des opportunistes, des modérés. Et entre toutes ces tendances, qu'est-ce qui prévaut, qu'est-ce qui fait le partage ? Est-ce que c'est une organisation d'autorité ? C'est la classe ouvrière elle-même, périodiquement convoquée, délibérant dans ses congrès [...]”¹⁰¹. Non, décidément, on ne pouvait plus réduire le syndicalisme révolutionnaire à une de ses composantes...

En second lieu, le leader socialiste était désormais convaincu que le radicalisme, dans son expression majoritaire, avait épuisé ses ressources démocratiques et sociales. Au Congrès de Nîmes (février 1910), il conteste l'idée que se font beaucoup de socialistes selon laquelle le radicalisme aurait répudié et piétiné tous ses programmes. Non, leur dit-il, il n'a pas trahi, il n'a simplement plus d'avenir parce que son programme ne correspond plus aux évolutions de la société et aux exigences du salariat : “[...] Eh bien, voulez-vous que je vous dise mon sentiment ? Je vous dirai que, malgré lui, il a épuisé son programme, j'entends son programme propre, son programme radical d'origine, le seul programme qu'il ait connu en dehors de l'action du socialisme et du prolétariat organisé. Et maintenant, le Parti radical en est réduit à solliciter chez vous, à quémander chez vous des bribes de votre programme pour les accommoder à sa politique incertaine”¹⁰². Deux ans après, il ira même jusqu'à évoquer “l'abâtardissement du radicalisme”¹⁰³. La plupart des militants syndicaux se retrouvaient sans peine dans sa critique virulente de la “doctrine de l'idéalisme absolu” chère à Clemenceau et ses amis¹⁰⁴, et il ne fait guère de doute qu'ils étaient d'accord avec Jaurès pour lequel le fondement premier de la rupture avec les radicaux résidait dans la conception opposée que les deux partis avaient de la propriété : “Deux circonstances particulières ont hâté le conflit. D'abord, les radicaux, ou du moins plusieurs d'entre eux, souffraient impatiemment depuis deux ou trois années, la collaboration des socialistes. Il leur semblait que le socialisme s'était taillé une trop large part d'influence et d'action : c'était un de leurs griefs contre le combisme. Et nul n'ignore que M. Clemenceau était destiné par eux à remettre le Parti socialiste “à sa place”. En second lieu, les grandes grèves ouvrières, coïncidant avec les élections générales, avaient donné au gouvernement l'occasion de “rassurer la bourgeoisie”. Mais ce ne sont là, je le répète, que les causes extérieures et accidentelles du conflit. La vraie raison intérieure et profonde, c'est que la question de la propriété est posée, et que les radicaux et socialistes n'y font pas la même réponse. Le conflit subsistera tant que toute la démocratie républicaine n'aura pas reconnu qu'elle doit tendre délibérément, systématiquement à supprimer la propriété oligarchique et à réaliser un régime coopératif du travail”¹⁰⁵. Un an plus tard, devant ses collègues députés, il revenait sur ce thème : “Entre nous, socialistes et le Parti radical, il y a, sur une question fondamentale, la question de la propriété, un conflit essentiel qui, au fur et à mesure des événements, va se précisant. Le nécessaire antagonisme de la propriété

¹⁰¹ *Discours du 11 mai 1907*. Les luttes de tendance et les divisions au sein même de la CGT sont suivies de très près par Jaurès. Pour un exemple précis, on se reportera aux articles qu'il écrit dans *L'Humanité* au moment de la démission de Niel : “Volonté unitaire”, “Crime impossible”, “Vers l'avenir” et “A contre-sens”, 28/05, 5, 7 et 8/06/09. Cf. aussi “Unis par l'action”, *La Dépêche*, 11/06/09.

¹⁰² Jean Jaurès, *Discours au congrès de Nîmes, op. cit.*

¹⁰³ Jean Jaurès, “La cause profonde” et “Un avènement”, *L'Humanité*, 5 et 16/01/12. Cf. aussi “Le discours de M. Bourgeois”, *L'Humanité*, 2/01/06. Dans “C'est vraiment la fin”, *L'Humanité*, 14/12/11, il évoque même la fin du Parti radical. Sur cette question, les articles sont très nombreux. La lecture de plusieurs articles parus dans *La Dépêche* permet de cerner la dégradation de ses rapports avec les radicaux : “Socialisme et République”, “La République sociale”, “Le ministère Clemenceau et les socialistes”, “Au travail”, “Philosophie”, “Vers le marais”, “Grandes compagnies et Etat”, “Réaction et révolution”, 19/09 et 1/12/05, 10/11/06, 24/05 et 25/12/07, 4/04/08, 4/12/09 et 8/08/12. Il ne faut pas pour autant réduire la “rupture” avec les radicaux à la question sociale, même si elle est essentielle. Les positions de Jaurès en ce qui concerne les relations internationales jouent aussi comme en témoignent, après le Congrès de Stuttgart, divers articles parus dans *L'Humanité* en septembre-octobre 1907.

¹⁰⁴ *Discours, juin 1906, interpellation et réplique...*, p. 21.

¹⁰⁵ *Les idées de M. Jaurès*, Interview au *Journal*, 14/08/06.

oligarchique qui est et la propriété sociale qui doit être ne peut se résoudre ni par des compromis ni par des équivoques indignes de vous et de nous, mais par une série de transformations ordonnées sans que le patrimoine de la civilisation humaine soit mis en péril”¹⁰⁶.

La politique radicale de répression du mouvement ouvrier et les tentatives de corruption que le député du Tarn lie au “briandisme”, le refus de l'impôt sur le revenu et de la représentation proportionnelle, le blocage de toutes les réformes, l'abandon des visées antérieures concernant les services publics et les nationalisations..., tout se passe comme si l'élément dynamique se trouvait désormais du côté de ceux qui placent (même maladroitement parfois) la question sociale au cœur de leur action et de leur projet, c'est à dire du côté des socialistes et des syndicalistes. L'absence de mobilisation véritable des républicains en faveur de Durand confortera d'ailleurs Jaurès dans cette pensée...

Surtout, parmi les questions internationales, celles touchant à la guerre et au colonialisme sont au centre des discussions du congrès de Stuttgart de l'Internationale socialiste (1907) et elles demeureront présentes jusqu'en 1914 dans l'agenda jaurésien tout comme, de plus en plus, dans celui de la CGT qui renoue d'ailleurs, à partir de 1909, avec le Secrétariat syndical international¹⁰⁷. Sans développer ici ces points là, il convient de les garder en tête. D'autant que l'acuité des problèmes internationaux milite, selon le leader socialiste, dans le sens d'un rapprochement de toutes les tendances du mouvement ouvrier. Parti, syndicats et coopératives n'oeuvrent-ils pas pour un but commun, même quand leurs militants, pris individuellement, n'en ont pas tous conscience ? “Le prolétaire doit agir et combattre comme syndiqué, comme citoyen, comme coopérateur. Coopération, socialisme, syndicalisme sont trois forces distinctes et autonomes, mais solidaires. L'abaissement de l'une abaisse les autres. L'exaltation de l'une exalte les autres. Et chacune périrait de prétention exclusive. Pour reprendre la formule récente de Jouhaux, je dirai : 'chacune de ces trois forces se suffit à elle-même, mais ce n'est que toutes ensemble qu'elles suffisent à tout’”¹⁰⁸.

La convergence à l'oeuvre

Comment apprécier dans ces conditions les années 1912/13-1914 ? S'agit-il vraiment, du point de vue des relations de Jaurès avec la CGT, d'une nouvelle période ou de la simple continuation de la précédente ? Du côté du dirigeant socialiste, on note un affermissement des liens et un approfondissement des débats. Les très nombreux et très riches articles qu'il consacre à la CGT et au syndicalisme révolutionnaire en font foi, de même que la réitération constante, dans ses écrits et discours, du rôle que tout le prolétariat organisé doit jouer dans la lutte contre la guerre. Et que dire de la double préface de Jaurès et Jouhaux à la brochure de Luquet *La question du placement*, si ce n'est qu'elle confirme une congruence certaine, sinon une volonté de synthèse¹⁰⁹ ? Plusieurs raisons doivent être signalées. La “rectification de tir” de la CGT est alors bien engagée. Elle se traduit par “une évolution pragmatique de l'action

¹⁰⁶ *Discours du 11 mai 1907.*

¹⁰⁷ Sur cette question et sur les “contradictions de l'internationalisme français”, cf. Dreyfus M., *op. cit.* ; Andolfatto D. et Labbé D., *Histoire des syndicats (1906-2006)*, Seuil, 2006, chapitre II ; ainsi que la contribution de René Mouriaux au *Colloque de Nérac*, “Le congrès de 1906 et le syndicalisme international”, *op. cit.*, pp. 11-16. On peut aussi se reporter encore à *La Confédération générale du travail et le mouvement syndical, Trentenaire de la CGT*, 1925, 700 p., Partie sur “l'Action internationale”, pp. 637-669.

¹⁰⁸ Jean Jaurès, “L'origine”, *L'Humanité*, 22/09/13. Voir aussi “La triple action politique”, *L'Humanité*, 11/04/12. *En ce qui concerne la coopération, cf. l'article “A l'oeuvre”, L'Humanité*, 23/07/10, dans lequel Jaurès indiquait les possibilités de “l'unité coopérative” deux ans avant qu'elle soit effective, puis “L'unité coopérative” et “L'unité coopérative est votée”, *L'Humanité*, 2/11/12.

¹⁰⁹ Préface signalée par Madeleine Reberieux, *Jean Jaurès. La classe ouvrière, op. cit.*, p. 240.

confédérale”, selon le mot d'Anthony Lorry¹¹⁰, rendue en partie nécessaire par la décrue des effectifs (296 000 adhérents en 1913). De plus, à l'extrême gauche les positionnements nouveaux de quelques figures antérieurement écoutées et proches du syndicalisme révolutionnaire (Sorel, Hervé...) troublent moins le jeu des rapprochements et les convergences à l'œuvre¹¹¹. Mais les luttes ouvrières sont moins nombreuses et de moins en moins victorieuses et, du côté de la Confédération, les “craintes d'enveloppement” sont encore réelles comme le suggèrent, en août 1912, “l'Encyclique syndicaliste” puis la “lettre ouverte au citoyen Jaurès” qui rappellent vigoureusement les tables de la loi relatives à l'indépendance syndicale¹¹².

Cela n'était pas de nature à remettre en cause la stratégie et les conceptions du député de Carmaux, parce qu'elles étaient désormais assez largement partagées à l'intérieur du Parti socialiste où l'affaiblissement du guesdisme et la “synthèse jaurésienne” en cours de formation limitaient les divisions entre courants (ce qui ne signifie pas que le député du Tarn parvint à “imposer” aux militants toutes ses positions, loin de là ; sur bien des points, notamment ceux qui le tiraient vers l'extrême gauche, il fut relativement seul ; cela a été maintes fois souligné). A la CGT, c'est aussi une autre synthèse qui se cherchait et qui progressait, plus réaliste et plus pragmatique, à l'image de ce que réclamaient les syndicats de base. Bien que Griffuelhes se soit retiré, sa critique de 1909 du “romantisme révolutionnaire” de nombreux militants anarchistes demeurait ; elle devenait même plus prégnante. Dans ces conditions, chacun comprit que les mises en garde syndicales de la fin août 1912 visaient tout autant les guesdistes et les activistes herveïstes et libertaires que Jaurès lui-même. Rien d'étonnant dès lors si, ensuite, le travail commun put se développer et l'emporter, notamment contre la loi de trois ans et contre la guerre (avec réunions et manifestations communes dans les derniers mois, après celles de mars et mai 1913) ; et avec, en sus, les félicitations publiques envoyées par Jouhaux à la Sfiio après le succès des socialistes unifiés aux élections législatives du printemps 1914.

Signe des temps, alors qu'au sein de l'Internationale, en 1907 à Stuttgart et en 1910 à Copenhague, Jaurès et Vaillant n'étaient pas parvenus à faire admettre la grève ouvrière comme moyen de lutte contre la guerre, et même si à l'intérieur de la Sfiio cette idée était loin d'être unanime (en dépit des décisions des Congrès de Limoges et Nancy), sa proposition de grève générale simultanée est de plus en plus entendue. A la base, l'idée progresse. En Aveyron, par exemple, département qui n'était pas *a priori* “jauressien”, l'action des syndicalistes du bassin minier et du Millavois et la lecture de l'hebdomadaire socialiste *L'Eclair* le suggèrent nettement. Au sein même de la CGT, cette proposition apparaît à présent plus réaliste et plus efficace que l'antipatriotisme d'un Yvetot, dont le rejet est déjà

¹¹⁰ cf. “ Anarchisme et syndicalisme en France avant 1914”, in *Colloque de Nérac, op. cité*, pp. 49-70.

¹¹¹ La dérive de diverses figures intellectuelles du syndicalisme révolutionnaire a été analysée par Zeev Sternhell, (*La droite révolutionnaire. 1885-1914*, Gallimard, Folio/Histoire, 1997, Chapitre VIII “La réaction antidémocratique de l'extrême gauche”, pp. 422-465). La conclusion de ce chapitre, sans ambiguïté, suggère bien le nouveau cours emprunté alors par les “théoriciens de la violence” : “Ce n'est certes pas l'effet du hasard si, après la crise de la CGT, l'élimination de Griffuelhes, en février 1909, et la retraite de Pouget, certains intellectuels, comme Sorel et Berth, ou des militants, comme Janvion et Pataud, finissent par répondre aux appels du nationalisme intégral. Quant à Hervé et à Lagardelle, c'est la guerre qui les y mènera. Il est vrai que, dès la première décennie du siècle, leur révolte contre la démocratie et le socialisme trouvait déjà écho au sein de cette nouvelle droite radicale, activiste et révolutionnaire”, p. 465. Concernant Sorel, de nombreux exemples montrent qu'il perçoit mal, alors, les évolutions en cours, tant du côté de la Sfiio que de la CGT. Les diatribes anti-jaurésiennes de ses *Réflexions sur la violence* (Marcel Rivière, 1908) ne le grandissent pas, ni son analyse des discussions engagées au sein de la CGT, tombée, selon lui, “dans le marécage Jaurès-Combes”, cf. “Lettre de Sorel à Lagardelle” (du 31 octobre 1908 !) citée par Gilles Baillet, “L'idéologie anarcho-syndicaliste dans le ‘Mouvement socialiste’”, in *Colloque de Nérac, op. cité*, p. 147.

¹¹² cf. notre note infra 86 et les textes reproduits par Madeleine Rebérioux dans *Jean Jaurès. La classe ouvrière, op. cit.*, p. 186-199.

plus qu'amorcé. Dans la *Vie ouvrière*, en 1911, Merrheim se faisait le porte parole emblématique de cette prise de conscience en lorgnant du côté de la Sfiio et de l'Internationale socialiste¹¹³. Enfin, le semi-échec de la grève générale contre la menace de guerre, le 16 décembre 1912, a tout de même montré des possibilités de mobilisation et est plutôt interprété, tant par Jaurès que par les dirigeants de la CGT, comme un premier essai qui mérite d'être transformé et qui a permis de faire apparaître une insuffisance d'éducation et une sous-estimation de l'urgence de cette question. Des deux côtés, le constat semble donc identique : il convient de redoubler d'effort et de coordonner les actions¹¹⁴.

Il reste de cette chronologie un double mouvement qui aboutit à une dynamique convergente. A l'issue de la période combiste, Jaurès se déplace de plus en plus nettement vers la gauche¹¹⁵ sans pour autant être suivi sur tous les sujets par la Sfiio dans son ensemble, elle-même paraissant plutôt évoluer en sens inverse. Il fait un pas, voire plusieurs, vers les options syndicalistes révolutionnaires les moins "gauchistes" et les plus ancrées dans la réalité ouvrière. Et la CGT, une fois passées les heures de gloire du syndicalisme révolutionnaire (autour de 1906-1907), se convertit peu à peu au réalisme militant et, au-delà des mots, accepte de considérer d'un point de vue critique ses propres faiblesses : isolement international, limites réelles et inefficacité relative de son action, approche trop théorique et idéologique de nombreuses questions... Jaurès s'en félicite. Il l'écrit très nettement en septembre 1913, après maintes prises de position allant dans ce sens et peu de temps après le fameux article de Monatte sur la "rectification de tir"¹¹⁶ : "C'est à cette œuvre d'éclaircissement et de coordination que procède à cette heure le syndicalisme français. Le mouvement qui se produit en lui n'est ni un changement de but ni un changement essentiel de méthode. Il travaille à guérir, sans rompre la continuité de son action et sans abaisser son idée, le vrai mal dont il souffre. Et ce mal c'est la contradiction multiple, énervante, paralysante,

¹¹³ Sur cette question, cf. Kriegel A., "Jaurès, le Parti socialiste et la CGT", *BSJ* 7, 1962 et *la Vie ouvrière* des 5/01,5/2 et 20/2/11. L'appréciation récente de Jean-Jacques Becker selon laquelle il ne s'agissait là que de "verbiage sans effet pratique" me paraît sévère et un peu rapide quant au jugement que l'on peut porter *a posteriori* sur tout engagement politique et social qui ne porte pas ses fruits. Cf. Becker J.-J., *L'année 1914*, Armand Colin, 2004, p. 31.

¹¹⁴ A propos de la grève générale contre la guerre, cf. Jean Jaurès, "Volonté certaine" et "L'avertissement", *L'Humanité*, 16/12 et 17/12/12. Quant à Andolfatto et Labbé, ils affirment que cette grève fut un échec. Cela me permet de dire deux mots sur cet ouvrage argumenté mais partial qui mériterait une critique systématique. Il est en effet centré sur les dirigeants et il développe des points de vue tendancieux et des questionnements et analyses anachroniques car les auteurs semblent avoir la volonté de "charger au maximum" le syndicalisme d'aujourd'hui, en ayant recours à l'histoire. Evoquer les questions de représentativité et de carriérisme dans des termes similaires à aujourd'hui pose problème, par exemple, tout autant que de présenter les délégués au Congrès confédéral d'Amiens comme des "suiveurs" incapables, ou presque, de comprendre des enjeux d'appareil qui les dépassent, les dirigeants cégétistes étant parallèlement peints sous les traits de "calculateurs" impénitents, voire de "paresseux". La CGT dominée par les anarcho-allemanistes (!) privilégierait la grève et la violence. Tout affrontement social dur semble être, pour ces auteurs, la conséquence directe de cette "ligne anarcho-syndicaliste". La CGT manquerait de bon sens, serait minée par la guerre des clans, par une "culture de la violence". Elle serait en outre incapable de répondre aux problèmes des salariés, dominée par la Sfiio et déconnectée de la réalité. Pour aller vite et pour m'en tenir aux trois premiers chapitres qui portent sur l'avant 1914, je dirais que les auteurs sous-estiment tout le contexte des luttes sociales et font comme si la CGT vivait "en elle-même", "pour elle-même", dans un bocal fermé. L'Etat ? Le patronat ? La complexité de la structure économique et sociale de la France d'alors ?... tout cela est ignoré. L'échec d'une grève peut ainsi être à tout moment imputé au gauchisme des dirigeants, comme s'il fallait (et comme si l'on pouvait) être sûr de la victoire avant de déclarer un mouvement de grève. Tout militant impliqué dans des luttes sociales trouverait cela plus qu'enfantin... Pour apprécier comme il se doit cet ouvrage, on se reportera à la conclusion de la page 89 qui résume bien, me semble-t-il, l'angle d'attaque un peu "léger" des auteurs.

¹¹⁵ Voilà soixante ans, Louis Lévy avait déjà relevé cette "conjonction", ce "rapprochement avec l'extrême gauche", en notant qu'il "n'était pas le seul résultat de manœuvres", ni une "simple combinaison de congrès", cf. son *Anthologie de Jean Jaurès*, Calmann-Lévy, 1946, Introduction, p. XXXVI.

¹¹⁶ cf. Chambelland Colette, *Pierre Monatte. La lutte syndicale*, François Maspero, 1976, pp. 119-127.

entre sa pensée vraie, organique et profonde, et certaines formules ou équivoques ou basses qui obscurcissent ou ravalent son idéal, déconcertent son action, réduisent son cheminement et lui ferment le chemin d'innombrables esprits et d'innombrables consciences"¹¹⁷. Par la bouche de Jouhaux, les dirigeants CGT acceptaient désormais de dire que le syndicalisme se suffisait à lui-même mais qu'il ne suffisait pas à tout, et Jaurès, en le faisant remarquer, s'en félicitait¹¹⁸. Pour lui, il y avait là de quoi reconsidérer avec optimisme la notion antérieure de "Parti du travail". Plusieurs observateurs avaient aussi noté ce nouveau cours, commencé en 1908 et annonciateur d'un "dépassement du syndicalisme révolutionnaire" à présent confirmé par les historiens¹¹⁹. Ce dernier est "en perpétuelle gestation" écrivait par exemple L. Garriguet en 1912¹²⁰. De fait, les recherches de Jacques Julliard corroborent ces appréciations. Il a en effet montré que le syndicalisme révolutionnaire eut une tactique "beaucoup moins irresponsable" qu'on ne le dit généralement et qu'il déploya un "remarquable effort d'adaptation" aux conditions objectives imposées à la lutte sociale par les réalités économiques¹²¹. N'était-ce pas précisément ce que Jaurès s'efforçait de dire en son temps ? Les dirigeants cégétistes nouveaux qui s'imposent alors (Jouhaux bien sûr, mais aussi d'une autre manière les Monatte, Merrheim, Louzon...) sont symptomatiques de cette évolution. Il résulte de ce double mouvement, de ce chassé-croisé, une nécessité méthodologique à observer dès lors que l'on aborde les rapports de Jaurès (mais peut-être pas des socialistes dans leur ensemble) avec la CGT et le syndicalisme révolutionnaire : il est plus conforme à la vérité historique de tenir compte de cette chronologie saccadée et parfois contradictoire que d'abuser de citations censées déterminer une fois pour toute, et comme par avance, l'unité de pensée supposée de l'un et de l'autre.

Trois axes pour une interprétation globale

Si nous tenons compte de cela, tout en souhaitant dépasser ce cadre strictement temporel et chronologique en restituant la complexité des relations et prises de positions de chacun, nous pouvons schématiquement -mais malheureusement sans exhaustivité- présenter les relations entretenues par Jaurès avec le syndicalisme révolutionnaire sous l'angle de trois axes, eux-mêmes contradictoires et mouvants. L'axe des conceptions communes, celui des positions convergentes et enfin celui des idées opposées ; conceptions, positions et idées devant ici se comprendre dans une acception large et dynamique incluant les positionnements et agissements réels, les propositions et stratégies concrètes ainsi que l'activité critique et sensible des individus et groupes socialement constitués, ce qu'en langage gramscien on nomme couramment la praxis¹²².

L'axe des positions communes.

Le premier axe comprend des thèmes que chacun a portés tout au long de la période, bien qu'avec des différences, une intensité et des tonalités diverses et changeantes. L'anticléricisme est de ceux-là, même si le député de Carmaux n'était pas antireligieux, ni

¹¹⁷ Jean Jaurès, "La méthode d'action", *L'Humanité*, 5/09/13, cité par M. Rebérioux, *La Classe ouvrière*, p. 220.

¹¹⁸ Jean Jaurès, "L'origine", *L'Humanité*, 22/09/13, cité par M. Rebérioux, *La Classe ouvrière*, p. 226.

¹¹⁹ Dreyfus Michel, *op. cit.*, p 62-75.

¹²⁰ cf. Garriguet L., *L'évolution actuelle du socialisme en France. Le mouvement syndicaliste révolutionnaire*, Bloud et Cie Editeurs, 1912. Chantre du catholicisme social, cet auteur écrivit cet ouvrage "très anti-Cgt" avec une ample documentation et il a bien perçu la jeunesse du syndicalisme révolutionnaire, son originalité, son caractère évolutif et aussi ses divisions.

¹²¹ Julliard, *Autonomie...*, *op. cit.*, p 65.

¹²² cf. Labica G. et Bensoussan G. (dir.), *Dictionnaire critique du marxisme*, PUF, 1982, pp. 715-716.

outrancier, et même si son combat laïque a été parfois saisi, au moment du Bloc par exemple, comme une diversion. L'objectif final, le "but à atteindre" faisaient aussi partie de la "pensée ouvrière standard" du socialisme et du syndicalisme : l'émancipation du salariat dans le cadre d'une société sans classe où la propriété serait collective et où règneraient la liberté, l'égalité et la fraternité "vraies". Non, le but n'est pas rien, contrairement à ce qu'affirmait Bernstein au même moment ; il détermine aussi le mouvement, sa vigueur, sa profondeur, son essence. Sans avoir "tracé des plans sur la comète", sans avoir voulu faire "bouillir les marmites de l'avenir", Jaurès et les syndicalistes révolutionnaires avaient une idée de ce vers quoi il fallait tendre et de ce que serait la société future. Les variantes de celle-ci pouvaient être diversement colorées mais ses traits essentiels se rapprochaient bien de ceux de la République sociale, la "Sociale" si chère aux ouvriers. Le terme même, autant utilisé par Pouget que Jaurès (mais moins, semble-t-il, par les guesdistes¹²³) dit bien la communauté des objectifs. Le souhait profond du leader socialiste : sortir de "l'abjection du régime capitaliste", désormais entré dans "la phase hypercapitaliste". Il s'agit d'un "régime d'incohérence" et de "brutalité aveugle" portant en lui "la souffrance et la haine" ; un régime où seul le "pouvoir organisé", tout puissant, est "celui de l'argent", phénomène encore accru par l'imbrication des entreprises, la centralisation du crédit et la croissance industrielle¹²⁴. L'originalité de Jaurès en ce domaine portait précisément sur ce qui pouvait le plus le rapprocher des syndicalistes révolutionnaires, à savoir le rôle autonome, à la fois politique, social et économique, de la classe ouvrière, dans le cadre d'une conception de l'évolution historique qu'il s'est efforcé de résumer dans son important discours de mai 1907 : "Il est impossible aux hommes de comprendre le passé s'ils ne sont pas mêlés à la vie de leur temps, à ses batailles, à ses misères. Trois forces ont mis l'humanité en mouvement, la force vitale, la force de révolte et la force de joie, qu'on trouve réunies chez les plus accablés [...] Ces trois forces régénératrices du mouvement humain, et sans l'intelligence desquelles on ne peut pas comprendre l'histoire des hommes, s'affirment à un degré incomparable dans le prolétariat de France. En 1789, en 1793, en 1830, en 1848, bien avant que son heure fut venue, il avait une puissance admirable de vie spontanée, de bataille, de révolte et de bonheur. Et maintenant, c'est dans l'idée d'une humanité où le travail sera souverain que monte la sève de la force prolétarienne. Le peuple, par ses syndicats, ses coopératives, ses lambeaux de législation sociale, travaille à réaliser cette conception [...] Ah ! quiconque ne comprend pas la vie ardente du présent ne peut saisir la vie profonde du passé"¹²⁵. On trouve d'ailleurs dans le roman d'anticipation de Pataud et Pouget *Comment nous ferons la révolution*¹²⁶ des passages

¹²³ cf. Angenot M., *L'utopie collectiviste. Le grand récit socialiste sous la Deuxième Internationale*, Puf, 1993, pp. 96-97.

¹²⁴ Ces citations et expressions sont tirées de sa conférence de Bordeaux citée note 44, et de Jean Jaurès, "Discours de Caudry", *La Revue socialiste*, novembre 1903, cité par M. Rebérioux, *La Classe ouvrière*, p. 113 ; de Jean Jaurès, "Les instituteurs et le socialisme" et "Fiction et réalité", *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, 16/10/05 et 20/03/10. Sur l'analyse que fit Jaurès du développement du capitalisme au cours des années 1890-1914, cf. Rebérioux M., "Jaurès devant le problème de la croissance industrielle au début du XXe siècle", in Brummert U. (dir.), *Frankreich Deutschland und die Zweite Internationale, am Vorabend des Ersten Weltkriegs*, Tübingen, Gunter Narr Vlg, 1989. Pour son analyse de la "phase hypercapitaliste", cf. *L'Armée nouvelle*, p. 351 ainsi que son discours à la Chambre du 20/12/1911 repris dans les *Œuvres Bonnafous*, titre VII, pp. 430-431. Elle résulte entre autres de la lecture de R. Hilferding dont le maître ouvrage *Le capital financier* paraît à Vienne quelques mois avant la sortie de *l'Armée Nouvelle*.

¹²⁵ *Discours du 10 mai 1907*.

¹²⁶ Pouget E. et Pataud E., *Comment nous ferons la révolution*, (1909) rééd. Syllepse, 1995. Dans *l'Armée Nouvelle* (p. 346 de l'édition Bonnafous), Jaurès se réjouit de la sagesse des auteurs.

que le leader socialiste a dû apprécier, au-delà des réserves qu'il put en faire. Je pense notamment à ces pages dans lesquelles les auteurs indiquent que la réorganisation de la société et de la production se ferait sans “formule rigide et sectariste”, en tenant compte des différences entre les grandes entreprises, les usines moyennes et l'artisanat... D'autant que Jaurès acceptait l'idée que la plupart des syndicalistes se faisaient de l'organisation concrète de la société future, le fait par exemple que la propriété serait “administrée par des groupements professionnels”¹²⁷.

Entre aussi dans ce corpus thématique commun la conception que chacun pouvait se faire du travail, “Dieu de l'histoire” selon Jaurès¹²⁸, libérateur et moyen d'émancipation mais aussi, dans la réalité quotidienne et au cœur même du système capitaliste, vecteur d'oppression et de soumission aux mains de la classe dirigeante. D'où cette farouche volonté de lutte destinée à imposer “l'idée d'une humanité où le travail sera souverain, où tous les hommes seront égaux, non pas de formule mais de fait”¹²⁹.

Couplée à une sorte de “morale de classe”, elle-même fondée sur le respect des producteurs et de leur labeur, cette conception plonge loin dans l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier¹³⁰. Elle se manifeste alors, dans le présent et pour l'avenir, par la nécessité et la volonté très forte, de part et d'autre, d'une éducation vraiment populaire¹³¹ ainsi que du rejet de tout ce qui diminue et avilit le producteur et, au-delà, l'humain (alcoolisme¹³², prostitution, sujétion...). Nul doute que sur bien des points, Jaurès et nombre de militants syndicalistes révolutionnaires partageaient, sans vraiment le savoir et le vouloir, une sorte d'éthique faite de dignité, de droiture, de sobriété, de désintéressement et de “recherche de vérité”. N'était-ce pas à la gauche de la Confédération et parmi les dirigeants syndicalistes révolutionnaires que l'on trouvait alors les militants les plus soucieux de connaissance, les plus attentifs aux réalités mouvantes du capitalisme industriel¹³³ ? En outre, et principalement, le député de Carmaux partageait aussi avec eux les “fondamentaux” de la lutte et de la pensée socialiste et ouvrière (principe de la lutte des classes, théorie de la valeur et de l'exploitation, aliénation, conception et rôle historique du prolétariat...) ainsi qu'après 1899-1900, le rejet du guesdisme. Ce qui

¹²⁷ Grand sujet, s'il en est, qui mériterait une étude approfondie puisque, des années 1890 à 1914, on relève sous la plume de Jaurès des formules diverses, hésitantes, complémentaires... Pour la période qui nous intéresse ici, on trouve l'expression signalée dans Jean Jaurès, “Syndicats de fonctionnaires”, *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, 1/04/06, repris récemment dans *Jean Jaurès. De l'éducation (anthologie)*, op. cité, p. 134.

¹²⁸ L'expression se trouve dans le “Bilan social du XIXe siècle” qui clôt *l'Histoire socialiste*, texte reproduit dans Candar G., *Jean Jaurès. Libertés*, Ligue des Droits de l'Homme/edi, 1987, pp. 109-116, et tout récemment dans *Jean Jaurès, Laïcité et République sociale. 1905-2005 : centenaire de la loi sur la séparation des Eglises et de l'Etat*, L'Humanité/le Cherche midi, 2005, pp. 141-150.

¹²⁹ *Discours, 10 mai 1907*.

¹³⁰ cf. Duclert V. et Prochasson C. (dir.), *Dictionnaire critique de la République*, Flammarion, 2002, notamment les articles de Isabelle Lespinet Moret, “La question sociale”, Pierre Lévêque, “La République démocratique et sociale”, Isabelle Lespinet-Moret et Frédéric Moret, “La République des ouvriers” et Gilles Candar, “La République des socialistes”, pp. 237-242, 291-299, 413-418 et 446-455. Sur cette histoire longue, à la fois sociale et politique, il faut lire Becker J-J. et Candar G. (dir.), *Histoire des gauches en France, Vol. 1, L'héritage du XIXe siècle*, La Découverte, 2004.

¹³¹ Sur l'éducation populaire et sa conception de la culture cf. les articles suivants de Jean Jaurès : “Universités populaires” et “L'éducation populaire et les patois”, *La Dépêche*, 9/03/00 et 15/08/11 puis “L'école socialiste”, *L'Humanité*, 7/01/08, puis “L'éducation ouvrière”, “L'esprit de l'éducation populaire”, “Morale prolétarienne et humaine” et “Prolétariat et culture classique”, *La Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, 26/07/08 (n° 44), 3/10/09 (n° 1), 14/01/09 (n° 7) et 1/10/11 (n° 1). Ces textes sont reproduits dans *Jean Jaurès. De l'éducation (anthologie)*, op. cité.

¹³² Outre ses articles portant sur le “monopole de l'alcool”, la viticulture et le Midi viticole, on peut consulter Jean Jaurès, “Alcoolisme et proportionnelle” et “Alcoolisme et socialisme”, *L'Humanité*, 8 et 10/02/12.

¹³³ Paradoxalement, à la Sfiio, c'était les plus réformistes qui avaient ces préoccupations. Perdant parfois de vue le but à atteindre et, parallèlement, étant moins liés aux luttes ouvrières, ils amenèrent peut-être Jaurès, en contrepoint, à être plus attentif aux propos syndicalistes révolutionnaires.

était déterminant pour lui, au quotidien et à long terme, c'était l'organisation de la classe ouvrière, le combat social et ses débouchés réels. Cela faisait de lui le partisan d'une pensée révolutionnaire et d'un marxisme vivant¹³⁴. C'était vrai aussi du côté du syndicalisme révolutionnaire mais l'originalité du député du Tarn vient du fait que cette pensée devait être mise en pratique de façon non dogmatique, selon le contexte historique et géographique : "[...] car la vie est faite de deux forces, une force d'unité et de permanence et une force de souplesse et d'adaptation. De la même manière se meut la démocratie sociale dans le monde entier ; elle aussi prend des formes diverses et multiples. La démocratie politique a pour formule la souveraineté du peuple et cette formule se diversifie dans son application. La démocratie sociale, (c'est) la souveraineté du travail. Mais elle aussi s'adapte, se modifie, devient flexible selon les pays et les milieux. Ainsi on ne suit pas le même procédé pour préparer la souveraineté du travail dans les grandes industries, déjà centralisées, et dans les régions ou les régimes de petites propriétés agricoles [...] C'est ainsi, par des moyens divers, par des solutions distinctes, selon le genre de travail, selon le moment et le milieu, que le socialisme, force vive et active, souple et élastique, poursuit son dessein essentiel : la souveraineté du travail, en s'adaptant à tous les accidents du terrain et à toutes les formes de la misère"¹³⁵.

L'axe des convergences

Il regroupe les thèmes autour desquels on note un rapprochement significatif des positions, parce que Jaurès, après 1906, est plus à l'écoute de la CGT et attend plus d'elle, et parce que l'évolution de la Confédération pousse bien des militants à réévaluer et même dépasser leurs positionnements antérieurs. Les thèmes de cet axe sont nombreux, mais quatre d'entre eux paraissent primordiaux : celui de la grève générale, celui de la conception de l'Etat, celui du rapport du syndicalisme à la démocratie représentative et, enfin, celui du rôle même du syndicalisme.

En ce qui concerne la grève générale, c'est Jaurès qui semble avoir fait le plus grand pas. Il ne l'avait pas condamnée avant 1900 puis, aux beaux jours du millerandisme, il s'y était opposé avant d'en reconnaître finalement sa valeur et ses potentialités. Dans le prolongement de mouvements corporatifs de grande ampleur ou pour faire face à des nécessités politiques exceptionnelles, telle la remise en cause d'acquis fondamentaux ou encore dans la lutte contre la guerre, elle lui paraissait valable voire salutaire. Dans ce dernier cas, il en déplace même le sens, puisqu'il s'agirait alors d'un mouvement défensif ou immédiatement réactif, et il en promeut l'idée de façon originale, intégrant au combat pacifiste un des éléments centraux du "génie ouvrier", sans pour autant remettre en cause la nécessité de la défense nationale et en se prononçant parallèlement pour l'arbitrage international¹³⁶. D'ampleur croissante en raison de l'épanouissement de la production concentrée et de la généralisation des organisations ouvrières, ce "mode d'action suprême" devenait compréhensible et pouvait se combiner avec le suffrage universel et l'action politique. C'était selon lui la raison pour laquelle la CGT ne pouvait y renoncer¹³⁷. En dehors des deux configurations citées, il lui arriva même de penser que, débarrassée de la phraséologie révolutionnaire et préparée en amont par le biais du "suffrage universel ouvrier", une grève véritablement générale pourrait se produire. Par exemple en septembre 1908, dans un article de *l'Humanité* : "[...] Et quand il s'agira de la

¹³⁴ cf. Rebérioux M., "Jaurès et le marxisme", dans *Parcours engagés*, op. cit., pp. 355-391.

¹³⁵ "Conférence de Buenos Aires", 1911, reprise dans *Jean Jaurès, Laïcité et République sociale*, op. cit.

¹³⁶ cf. sa critique de la "propagande de désertion" et du refus de toute activité militaire dans son *Discours du 11 mai 1907*, op.cit.

¹³⁷ *Discours du 10 mai 1907*. Sur ce thème de la grève générale et l'évolution de la position de Jaurès à partir de 1905, on peut aussi se reporter aux textes reproduits en 1976 par Madeleine Rebérioux dans *La classe ouvrière*, op. cit., pp. 121, 149 et 157. Cf. en outre Jean Jaurès, "Grève et révolution" et "Grève générale et organisation", "Grève et suffrage universel ouvrier", *l'Humanité*, 5/11/05, 12/08/08 et 24/08/08.

grève générale d'un grand nombre de corporations diverses, quand il faudra faire de la grève vraiment générale non plus un mot stérilement agité, mais une réalité d'action, quand il faudra par exemple associer à un même mouvement de protestation ou de revendication, par le refus collectif et simultané de travail, les salariés des chemins de fer, des mines, du textile, de la métallurgie, de la verrerie, des services publics, de la typographie, des transports urbains, de l'éclairage, de la grande propriété foncière, s'imagine-t-on vraiment que pour mobiliser une masse aussi énorme et aussi diverse, il suffira d'un mot d'ordre donné de haut par quelques syndicats ou même par la Confédération générale du travail en qui les syndicats seront groupés ? [...] Il n'y a qu'un moyen de mettre dans ce mouvement si ample d'éléments si multiples la clarté, la confiance, la certitude, c'est d'appeler le suffrage universel ouvrier, dans toutes les corporations où il y a un commencement sérieux d'organisation, à se prononcer sur la grève générale [...] »¹³⁸. On sait cependant que sur ce point la convergence s'arrêta là où précisément commençait son insistance en faveur du suffrage universel ouvrier...

En ce qui concerne la conception de l'Etat, c'est en revanche les tenants du syndicalisme révolutionnaire et la CGT qui semblent faire le pas le plus important et aller à sa rencontre, en dépit de la vivacité des tendances hostiles à l'Etat au sein du mouvement ouvrier. Pour Jaurès, l'Etat n'est pas un simple instrument de domination de la ou des classes dominantes. Il a bien véhiculé cette idée dans les années 1893-97, lorsqu'il était proche de la vulgate marxiste. Mais si l'on suit le développement le plus abouti qu'il donne à ce propos dans *L'Armée nouvelle*, il ne fait pas de doute qu'il le conçoit plutôt comme le lieu et le reflet non mécanique du rapport des classes. Un passage de son discours-réplique à Clemenceau, en juin 1906, permet de remarquer qu'il avait relativement bien conscience de la complexité de la question et permet aussi de comprendre que le rapprochement avec le syndicalisme révolutionnaire ne pouvait pas, là encore, être mené à terme. Il y signale qu'à son avis on médit trop de l'Etat, surtout du côté des grands privilèges, thème qu'il reprendra avec vigueur ensuite, en 1909 par exemple : « Je dis que l'antithèse de l'individu et de l'Etat, en ces termes généraux, est une antithèse abstraite. Il n'y a pas d'Etat fort, d'Etat puissant, s'il n'y a pas des individus, des citoyens énergiques, actifs, entreprenants et libres, si l'Etat n'est pas assez puissant pour fournir aux individus le point d'appui matériel de leur propre développement. La liberté pure et simple n'est qu'une abstraction pour l'individu tombé au-dessous d'un certain niveau de vie ; au-dessous d'un certain minimum d'existence, pour l'individu dévoré d'ignorance, de misère, d'imprévoyance et de maladie, la liberté n'est que le faux nom de la pire oppression [...] Moi, je dis que le grand malheur de notre histoire, au contraire, ça a été le discrédit jeté sur l'Etat, le discrédit jeté sur les commencements industriels de la nation [...] Si (M. Leroy-Beaulieu) apportait ici, en face des gaspillages de l'Etat, que je ne nie point, les gaspillages du capitalisme privé, je ne sais pas de quel côté pencherait la balance [...] Encore une fois, je ne veux point par là excuser les fautes de l'Etat, ni prolonger un mauvais régime ; il faudra introduire des conditions nouvelles de contrôle, appeler le Parlement et les citoyens, et les consommateurs, et les agents des services publics, à intervenir comme puissance de contrôle de façon que l'Etat devienne enfin la nation organisée. Mais en vérité, nous ne pouvons pas souffrir qu'au nom de l'ordre prétendu du capitalisme contemporain, on dresse contre l'action collective de l'Etat un pareil réquisitoire »¹³⁹. Bien que l'Etat soit « trop souvent au service de la classe privilégiée », il le présente principalement comme bureaucratique, et donc susceptible d'être démocratisé et utilisé par et au service de la classe ouvrière. Il peut et doit être « travaillé », pénétré par les forces favorables à la transformation sociale, à condition là encore

¹³⁸ Jean Jaurès, « Grève générale et suffrage universel ouvrier », *L'Humanité*, 9/09/08.

¹³⁹ Jean Jaurès, *Politique d'avenir, Discours prononcé le 18/11/09 à la Chambre des députés*, brochure éditée par *L'Humanité*, 1909, 46 p.

de ne jamais perdre de vue le but ultime. Ses idées “autogestionnaires”¹⁴⁰, sa conception du droit social “guidée par des présupposés conceptuels forts” et opposée à tout “juridisme”¹⁴¹, l'importance qu'il accorde aux luttes quotidiennes concrètes, aux réformes et aux avancées programmatiques..., tout cela ne saurait se comprendre en dehors de cette réflexion de fond qui mériterait encore d'être sérieusement menée.

Nous devons aussi rattacher sa conception de l'Etat aux positions qu'il développe sur la conflictualité sociale, inséparable des avancées de la civilisation, et sur l'antagonisme des classes. Celui-ci peut ne pas être absolu puisqu'il s'inscrit dans des configurations historiques toujours particulières, mais la lutte des classes se déploie en tous les domaines et a des conséquences globales : “Or, si la domination de la bourgeoisie a son principe dans la propriété individuelle des moyens de production, elle s'exprime et se fortifie par des moyens multiples. Elle se traduit dans tous les rapports sociaux, dans toutes les lois où se formulent ces rapports. La famille, l'enseignement, l'armée, toutes les lois, toutes les institutions portent l'empreinte du privilège social de la bourgeoisie. Et ce n'est pas seulement dans les questions de salaires ou de durée du travail, c'est dans toutes les questions que se livre la bataille”¹⁴².

Très tôt, le député du Tarn avait perçu la complexité de la lutte des classes. Comment transformer radicalement la société tout en prenant appui sur elle ? Concernant les Bourses du travail et leur “caractère double [...] qui associait des pratiques relevant de la politique sociale bourgeoise et des pratiques de classe spécifiques”, Peter Schöttler a bien montré que cette complexité n'allait pas sans ambiguïtés ni contradictions¹⁴³. Dans ces conditions, l'intervention active du prolétariat à tous les niveaux devenait la pierre angulaire du changement social, tant pour l'obtention des réformes souhaitées que pour la transformation révolutionnaire de la société. D'ailleurs si Jaurès, pour mener à bien celle-ci, ne rejeta pas complètement le recours à l'insurrection (celui-ci n'ayant toutefois pas sa préférence, bien au contraire), c'est aussi pour tenir compte de la complexité de la lutte des classes et de la diversité des acteurs. Son utilisation dépendrait, au bout du compte, des réactions des possédants. Qui pouvaient vraiment les prévoir ? Face à cette incertitude, il convenait de prévenir au mieux les commotions violentes en fortifiant les organisations du prolétariat et en aiguisant tout à la fois sa conscience de classe et son sens des responsabilités¹⁴⁴.

¹⁴⁰ André Philip avait précocement attiré l'attention sur les propositions de Jaurès en matière de gestion ouvrière. Cf. “Jaurès et la gestion ouvrière”, *Revue d'histoire économique et sociale*, 38/1, 1960, pp. 24-30. En ce qui concerne la gestion démocratique des services publics, cf. Jean Jaurès, *Le PS et la crise postale, Discours prononcé à la Chambre des députés le 13 mai 1909*, Brochure éditée par *L'Humanité*, 1909. On lira aussi, Dezès M.-G., “Participation ou autogestion ? L'opinion de Jaurès en 1909”, *BSJ* 49, 1973.

¹⁴¹ Selon les termes de Carlos Miguel Herrera, “Jean Jaurès et l'idée de droit social”, *Cahiers Jean Jaurès*, 156, avril/juin 2000.

¹⁴² Jean Jaurès, “Harmonie spontanée”, *L'Humanité*, 1/05/09.

¹⁴³ Peter Schöttler, *Naissance des bourses du travail*, op. cité, p. 180.

¹⁴⁴ Sur ce point, le *Discours au Congrès de Toulouse* (1908) demeure essentiel, de même que le chapitre X de *l'Armée Nouvelle*. A plusieurs reprises, Jaurès y affirme sa “volonté de procéder par voie d'évolution” et par des “transitions ménagées”, sa certitude qu'il est possible de faire la révolution sans violence, “sans écrasement ni dislocation”. Il me semble toutefois inexact (et/ou intellectuellement malhonnête) d'en déduire que le leader socialiste fut un des chantres de la collaboration des classes, au sens où nous entendons ce terme aujourd'hui. C'est pourtant ce que Jordi Blanc a tenté de faire lors d'un récent colloque (“Actualité de la pensée de Jaurès”, Carmaux, 16/12/2007), en avançant d'autres affirmations tout aussi peu étayées (par exemple sur la soi-disant “apologie du libéralisme au niveau international”, faite par le député du Tarn, sur laquelle il y a tant à dire...). “Le terme collaboration des classes figure dans l'Armée Nouvelle plusieurs fois”, a affirmé Jordi Blanc, pour mieux opposer Marx et Jaurès sur ce point aussi (puisque tel semble être l'objet essentiel de sa “relecture” de Jaurès couplée à des écarts de langage inacceptables à l'égard de la Société d'études jaurésiennes et de ses membres ; objet de recherche peu original, au demeurant, qui date de l'époque même de Jaurès et qui “enfonce des portes ouvertes” puisque personne n'a fait de lui un continuateur zélé, strict, orthodoxe... de Marx). Il est vrai que le thème de la collaboration des classes est avancé par Jaurès dans *l'Armée nouvelle* pour signifier une des modalités historiques du rapport des classes (mais dans le chap. X, le terme n'apparaît directement qu'une

Quant au syndicalisme révolutionnaire, très anti-étatiste à l'origine, il parvint peu à peu à modifier son rapport aux lois, notamment sous la pression de puissantes fédérations (mineurs, cheminots...) qui étaient favorables à la nationalisation de leur secteur. Bornons nous simplement à faire état d'une évolution symptomatique (mais partielle) que l'on peut déceler jusque chez les militants cégétistes les plus en vue qui se garderont bien, à la veille de la guerre, de prononcer contre l'Etat et les pouvoirs publics les propos enflammés de leurs débuts. En cette matière aussi, l'armature plus équilibrée de la Confédération aboutissait, de fait, à une pensée plus pondérée et à des attitudes moins tranchantes...

Le troisième thème concerne le rapport du syndicalisme à la démocratie. Lié au précédent, il pose la question du rôle et de la légitimité des minorités agissantes. Un seul exemple suffira à montrer l'infléchissement de la position de Jaurès, étant entendu que l'évolution parallèle de la pensée et de la pratique syndicales est elle aussi évidente (comme en témoigne la multiplication de référendums au cours des conflits sociaux) et qu'elle mériterait d'être cernée de plus près. Tout en revenant sur la nécessité, à ses yeux, du suffrage universel ouvrier avant de déclencher des grèves, en août et septembre 1908, Jaurès précise qu'il n'est pas nécessaire d'imposer tout de suite et dans toutes les corporations cette procédure d'organisation et d'encadrement des conflits pour laquelle il avait déjà bataillé ferme quelques années plus tôt. Et il fait même un pas en direction des cégétistes en valorisant ces minorités actives éclairées, reprenant par là même ses accents "gauchisants" des années 1893-97. C'est le cas en août 1908 lorsqu'il se garde bien d'opposer leur ardeur et leur clairvoyance à la loi de la majorité : "[...] Oh ! je ne prétends pas que la décision de la majorité sera d'abord et nécessairement la plus sage. Même sur les intérêts ouvriers, les majorités ouvrières peuvent se tromper souvent ; et je ne demande pas aux minorités les plus prévoyantes et les plus hardies d'humilier leur pensée devant la routine de la masse, même prolétarienne. Mais il ne faut pas qu'elles désespèrent de la raison du prolétariat. Il faut qu'elles croient fermement à la possibilité d'éveiller à la lumière tous les salariés"¹⁴⁵. Ces "minorités ardentes" doivent avant tout éduquer les masses et ne pas se trouver trop en avant d'elles sous peine d'être perdues de vue, rétorque Jaurès à Lagardelle. Mais elles lui apparaissent nécessaires pour "stimuler la lutte", pour relier en permanence exigences sociales et droits de l'Homme¹⁴⁶ ("de tous les hommes" aimait à dire Madeleine Rebérioux), et pour rappeler les dirigeants politiques à leurs responsabilités. Car à ses yeux, l'Etat n'est pas non plus l'agent exclusif de transformation et car l'action sur l'Etat ne se réduit pas aux initiatives et à l'activité des élus socialistes. L'efficacité propre du mouvement ouvrier et de ses leaders, à tous les niveaux, doit d'autant

fois seulement, p. 330). D'autre part, Jaurès relève à plusieurs reprises le rôle révolutionnaire et dynamique de la bourgeoisie (comme Marx et Engels, d'ailleurs, l'ont fait en maints passages). Mais c'est pour montrer précisément que le capitalisme est un système dans lequel les deux classes fondamentales s'opposent sous différentes formes, en des configurations sociales, nationales et historiques complexes qui peuvent déterminer les contours mêmes de cette opposition. C'est pour cela que l'on retrouve des dizaines de fois dans ce chapitre (et pas seulement une fois...) des occurrences signifiant que "ce combat, cette lutte", cette "opposition des classes", "cet antagonisme", sont inhérents au capitalisme. Jaurès signale d'ailleurs cet antagonisme comme étant plus net, plus irréductible, plus systématique, plus vaste, plus dégagé, plus tragique... Et c'est en raison de cette acuité de la lutte que la classe ouvrière peut envisager des "solutions proportionnées" nées de la lutte elle-même (transactions, compromis, combinaisons, réformes...). Pour le leader socialiste, l'opposition des classes ne permet pas de préjuger de la forme qu'elle prend concrètement (c'était déjà le sens des *Deux méthodes*), parce que les classes elles-mêmes se compénétrèrent (pour reprendre en partie l'analyse produite par A Tosel dans "Le socialisme républicain de Jean Jaurès entre réalisme et métaphysique", *La Pensée*, n° 311, août-sept. 1997, pp. 31-47). Cependant, Jaurès dit bien qu'il "n'y aura pas de compromis pour l'idée" (socialiste) et "qu'il n'y aura de paix sociale qu'au terme des efforts de libération" (pp. 351-352).

¹⁴⁵ "Grève générale et suffrage universel ouvrier", *L'Humanité*, 11/08/08. Cf. aussi Jean Jaurès, "Volonté unitaire", *L'Humanité*, 28/05/09 ainsi que les *Discours du 11 mai 1907 et du Congrès de Toulouse*.

¹⁴⁶ cf. Rebérioux M., "Jaurès et les droits de l'homme", *BSJ* 102-103, 1986.

plus se faire sentir que les classes possédantes et dirigeantes sont puissantes et mêlées et que le Parlement lui-même n'est pas exempt de comportements critiquables et de bassesses¹⁴⁷.

Dernier thème, enfin, celui du rôle du syndicalisme, de la conception pan-syndicale de la CGT, qui se fixe au début du siècle. La lecture polysémique que l'on en fit dès cette époque-là, selon les corporations, les circonstances et la réalité du militantisme à la base (où les responsables syndicaux sont très souvent aussi des militants ou sympathisants socialistes) a autorisé des évolutions, quand bien même celles-ci ne furent pas toujours ouvertement affirmées. L'opposition aux partis politiques eux-mêmes n'est d'ailleurs pas considérée aujourd'hui comme une caractéristique du syndicalisme révolutionnaire¹⁴⁸, en dépit de sa vivacité. Cette pensée syndicaliste révolutionnaire, plus pure dans la théorie que sur le terrain, se transforma peu à peu. Elle s'amenda en prenant les couleurs d'un réalisme et d'une pratique qui conduisirent la CGT à accepter, de 1912 à 1914, l'action commune avec la Sfiio. Cela se traduisit, de fait, par la reconnaissance et la légitimation de l'action politique, désormais jugée complémentaire de l'action syndicale, dans l'optique d'une action transformatrice d'ensemble ou d'un mouvement d'ampleur plus limitée. A cette date, les vœux de Jaurès seront donc bien exaucés, lui qui avait fait triompher au congrès socialiste de Limoges, en novembre 1906, la motion non ambiguë du Tarn, contre celle d'inspiration guesdiste de la fédération du Nord. Cette motion, probablement écrite par Jaurès lui-même et défendue par un intéressant discours, disait en substance : “Le Congrès, convaincu que la classe ouvrière ne pourra s'affranchir pleinement que par la force combinée de l'action politique et de l'action syndicale, par le syndicalisme allant jusqu'à la grève générale et par la conquête de tout le pouvoir politique en vue de l'expropriation générale du capitalisme ; convaincu que cette double action sera d'autant plus efficace que l'organisme politique et l'organisme économique auront leur pleine autonomie ; prenant acte de la résolution du Congrès d'Amiens, qui affirme l'indépendance du syndicalisme à l'égard de tout parti politique et qui assigne en même temps au syndicalisme un but que le socialisme seul, comme parti politique reconnaît et poursuit ; considérant que cette concordance fondamentale de l'action politique et de l'action économique du prolétariat amènera nécessairement, sans confusion ni subordination, ni défiance, une libre coopération entre les deux organismes ; invite tous les militants à travailler de leur mieux à dissiper tout malentendu entre la Confédération du travail et le Parti socialiste”¹⁴⁹. Y eut-il “accord de soutien mutuel contre les guesdistes” avant le congrès de la CGT d'Amiens (1906), entre Jaurès et Griffuelhes, lors d'une rencontre à Carmaux quelques jours plus tôt ? C'est ce que soutient l'historien américain Vandervort¹⁵⁰. On peut pourtant en douter. De quel(s) moyen(s) Jaurès disposait-il alors, au sein de la CGT, pour mettre en oeuvre un tel accord et pour peser sur les choix internes à la Confédération ? Mystère ! Quoi qu'il en soit, cela n'épuise pas le sujet des relations réciproques et des conséquences de la séparation du syndicalisme et du socialisme. S'il est vrai, comme l'écrit Hugues Portelli, que la CGT joua un rôle décisif “en bloquant toute possibilité d'une social-démocratie à l'allemande et à la britannique”¹⁵¹, il resterait à apprécier concrètement les effets de la “stratégie d'acceptation et de compréhension” déployée par Jaurès vis-à-vis de la Confédération, et les conséquences des rapprochements ultérieurs dont nous avons parlé. De

¹⁴⁷ Le Parlement, lieu privilégié de la démocratie représentative, fut aussi perçu par Jaurès comme un “milieu corrupteur” selon le témoignage de P. Lhoumeau, “Jaurès en Charente”, *BSJ* 6, 1962. Ceci n'est pas douteux au vu de nombreux articles des années 1893-97, mais ce sujet mériterait vraiment d'être étudié de façon précise.

¹⁴⁸ cf. Van der Linden Marcel et Thorpe Wayne, “Essor et déclin du syndicalisme révolutionnaire”, *Le Mouvement social*, n° 159 (avril-juin 1992), pp. 13-36.

¹⁴⁹ cf. Trempé R. et Boscus A., *Jaurès et les syndicats du Tarn*, Institut tarnais (CGT) d'histoire sociale-VO éditions, 1994, pp. 146-155.

¹⁵⁰ Vandervort B., *Victor Griffuelhes and French Syndicalism, 1895-1922*, Baton Rouge-Londres, Louisiana State University Press, 1996, cité par Andolfatto D. et Labbé D., *op. cit.*, p. 24.

¹⁵¹ Portelli H., *Le socialisme français tel qu'il est*, PUF, 1980, p. 18.

même, la position du dirigeant socialiste ne saurait se résumer à ce qu'en dit Daniel Lindenberg : “Le véritable drame du jaressisme sera le refus des anarchistes de la CGT de lui offrir le vivier syndical dont il aurait eu besoin pour devenir le pivot de la politique française”¹⁵². Était-ce vraiment ce qu'il recherchait ? La complexité des mouvements sociaux, la diversité et la richesse des organisations ouvrières dont il était conscient l'autorisaient-elles à poser la question politique en ces termes ? Ce n'est pas si sûr. Il nous apparaît en fait bien moins naïf que cela...

L'axe des idées opposées.

Il inclut les thèmes sur lesquels les compromis ne se sont pas faits et à propos desquels l'évolution des positions n'a pas été franche et nette, soit par impossibilité de rencontre, soit à cause de la confusion des débats. Il en est ainsi de l'ouvriérisme ou de l'anti-intellectualisme, de l'antiparlementarisme (lui-même en forte régression au sein de la centrale syndicale) ainsi que de l'antipatriotisme. Sur ce dernier point les prises de position du syndicalisme révolutionnaire étaient tranchées. Celle de Victor Griffuelhes, par exemple : “L'homme qui vit largement, sans souci du lendemain, peut disserte à son aise, par pure spéculation philosophique, en dilettante, sur le mot de patrie. Mais le salarié qui vit de son travail -là où il se trouve- ne saurait concevoir la patrie sous le même aspect. (...) Et, comme mon savoir n'est pas celui d'un Jaurès, comme mes moyens d'existence ne sont pas ceux d'un Gérauld-Richard, comme mes besoins ne sont pas ceux d'un Schneider, je ne conçois pas l'idée de patrie comme eux. (...) Je suis étranger à tout ce qui constitue le rayonnement moral de ma nation, je ne possède rien, je dois vendre mon travail pour faire face à mes besoins les plus stricts. Donc, rien de ce qui, pour certains, forme une patrie n'existe pour moi. Je ne puis pas être patriote. (...) En réalité, il n'y a pas un patrimoine national, il y a un patrimoine social ; il n'y a pas un génie particulier, il y a un génie humain, expression des connaissances établies par les hommes de tous les pays”¹⁵³. Si les nuances syndicalistes révolutionnaires de l'antipatriotisme ne peuvent se résumer à cette phrase et furent en réalité plus riches qu'on ne le croit généralement, il n'en reste pas moins vrai que la pensée de Jaurès procédait d'une analyse différente, un peu moins simpliste serait-on tenté de dire en connaissant l'attitude du monde ouvrier au moment de la déclaration de guerre¹⁵⁴.

Et que dire, enfin, de divers éléments que les adversaires du syndicalisme agitaient souvent pour effrayer le plus grand nombre et que l'on a regroupés, à la suite des militants syndicalistes révolutionnaires eux-mêmes (mais souvent en faussant le sens véritable) sous le terme un peu énigmatique et plurivalent d'action directe ? Le sabotage et l'usage (pourtant ponctuel) de la violence eurent en effet une place de choix dans les débats d'alors, à côté de la grève, du boycott et du label syndical. C'est pourquoi Jaurès eut l'occasion d'aborder maintes fois ces questions. Encore convient-il de remarquer deux choses : d'une part ces thèmes n'ont pas été portés et n'ont pas été uniformément mis en pratique par tous les membres ou tous les dirigeants de la CGT, et en ces matières plus qu'en toute autre, il faut donc tenir compte de la bigarrure régionale, sectorielle et idéologique de la Confédération¹⁵⁵. C'était en effet les thèmes de prédilection des anarchistes et des insurrectionnels qui furent, dans les faits, marginalisés en fin de période. D'autre part, Jaurès a fait beaucoup d'efforts pour éclaircir les

¹⁵² Lindenberg Daniel, “Le débat marxiste au tournant du siècle”, in Ory P. (dir.), *Nouvelle histoire des idées politiques*, Hachette, 1987, p. 352.

¹⁵³ Cité par Gilles Baillet, *Colloque de Nérac*, op. cité, p. 145.

¹⁵⁴ Sur cette question depuis longtemps déjà bien étudiée, on peut toujours se reporter aux *Actes du colloque Jaurès et la Nation*, Publications de la Faculté des lettres et sciences humaines de Toulouse, 1966. Remarquons aussi que Jaurès a souvent mis en garde contre les interprétations rapides de l'antipatriotisme des syndicalistes révolutionnaires, faisant des efforts inégalés pour comprendre réellement sa signification. Cf. par exemple *L'Armée Nouvelle*, p. 374.

¹⁵⁵ Nous renvoyons à ce qu'en dit Rolande Trempé dans *La France ouvrière*, op. cité, pp. 341-345.

positions et ouvrir les débats sur ces questions difficiles qui heurtaient de front la culture socialiste et républicaine. Cela lui fut d'ailleurs reproché, notamment à propos de la tribune syndicale de *L'Humanité* (qu'il dut défendre à plusieurs reprises, notamment contre les guesdistes, en 1907, 1908 et 1911) et lorsqu'il accepta de débattre avec Hervé (ou à propos de l'herveïsme), avec lequel il marqua son net désaccord mais en se refusant de jeter des anathèmes et de prononcer des excommunications¹⁵⁶ ; le Parti socialiste était désormais majeur et devait savoir affronter la libre discussion...

En lisant de près ses textes, on perçoit bien qu'il fit là aussi des efforts de compréhension que l'on ne soupçonne pas toujours. Pour s'en tenir à la question de la violence ouvrière, il est aisé de remarquer, par exemple, qu'elle lui apparaissait essentiellement comme la résultante de la violence patronale et de la "guerre civile économique" à laquelle étaient acculés les ouvriers. Ce thème revient très souvent sous sa plume. Il soulignera même dans son discours du 10 mai 1907, à propos du droit syndical des instituteurs, que la violence (qu'il désapprouve nettement) pourrait s'analyser positivement et donner lieu à une évolution favorable de la loi : "Quand un délit, à un moment de l'évolution, apparaît à une multitude d'hommes honnêtes et probes, comme un licite moyen de défense, ce délit trop vaste n'est plus un délit, c'est un fait social avec lequel tous les pouvoirs doivent compter [...] La vraie sanction est d'organiser les fonctionnaires de telle sorte que la certitude des garanties légales les dispense de recourir à des moyens désespérés". En 1912, il mettra aussi en garde ses camarades socialistes, au congrès de Lyon, contre les propos trop hâtifs qui faisaient fi d'une analyse de classe des rapports sociaux. La violence, leur explique-t-il, aussi condamnable soit-elle, est intrinsèque à notre société, aux luttes sociales et aux divisions qu'elles imposent ; il convient aussi de remarquer, poursuit-il, que c'est "un thème polémique de la bourgeoisie", au même titre que le sabotage, et d'en tirer les conséquences : lorsque "ces échappées d'instinct, de colère et de violence" éclatent, "lorsque le cœur de ces hommes (les ouvriers en grève) s'aigrit et se soulève, ne tournons pas contre eux, mais contre les maîtres qui les ont conduits là, notre indignation et notre colère"¹⁵⁷. Et quand il évoque à de nombreuses reprises la pratique du sabotage, prônée par Pouget, Guérard et Hervé, il la condamne fermement, certes (en refusant de la considérer comme une pratique courante ou même en niant sa réalité et, plus profondément encore, en l'opposant à toute la tradition du mouvement ouvrier ainsi qu'à l'identité ouvrière elle-même), mais sans omettre de préciser qu'il existait selon lui deux sortes de sabotages plus importantes encore : le sabotage patronal et celui du gouvernement, coupable de laisser faire¹⁵⁸... Après avoir convoqué sur ce point les analyses de Sorel¹⁵⁹ (qui répudiait lui aussi le sabotage, mais non la violence) et à la suite d'un développement intéressant sur le sujet, Jaurès disait par exemple, en 1907, aux députés : "J'entends bien de loin en loin, quand le scandale est trop violent. Mais si la presse a des raisons d'être loquace pour les uns et discrète pour les autres (...), au lieu de faire tumulte d'un cas de sabotage, un pain avec du cambouis dans toute la grève de la boulangerie, si la presse au lieu de se déchaîner sur ces cas infimes de sabotage ouvrier, signalait avec une persévérance égale à

¹⁵⁶ Jaurès eut l'occasion de soutenir Gustave Hervé, lorsqu'il fut poursuivi en 1906 puis condamné en 1910. Cf. "Déplorable violence" et "Révoltant", *L'Humanité*, 28/12/06 et 26/02/10.

¹⁵⁷ *Discours de Lyon, 1912*. Voir aussi, sur la violence et la critique de pratiques qui isolent la classe ouvrière et divisent les ouvriers entre eux, les *Discours du 10 mai 1907 et des 25 juin et 2 juillet 1909*.

¹⁵⁸ Il consacre en septembre 1913, dans *L'Humanité*, une douzaine d'articles à ces questions du sabotage, de la violence ouvrière et des méthodes d'action du syndicalisme. Cf. aussi "Syndicalisme et progrès", *La Dépêche*, 5/09/13. Sur la violence patronale, signalons en outre quatre articles : "Contraste", "Question posée" et "La vraie question", *L'Humanité*, 1/08/04, 26/05/06 et 25/02/12 puis "Intermède forcé", *La Dépêche*, 23/09/08.

¹⁵⁹ A cette occasion, Sorel est d'ailleurs nommé cité par Jaurès. Je le signale car il s'est souvent gardé de prononcer et d'écrire son nom. Il est présenté ici comme "le théoricien, le métaphysicien du syndicalisme". On trouve aussi une occurrence dans Jean Jaurès, "Après le congrès d'Angers", *L'Humanité*, 7/08/06. Jaurès y critique les analyses de Sorel et Berth concernant la "connaissance professionnelle technique" des ouvriers.

celle du délit, le perpétuel sabotage du patronat (...), ah ! la loyauté publique serait mieux gardée et il y aurait moins de place dans les journaux pour y dresser tous les fantômes, tous les épouvantails d'anarchie qui vous précipitent maintenant, messieurs, vers la réaction”¹⁶⁰.

Pour sortir des interprétations manichéennes

Au bout du compte, l'ajustement de la pensée de Jaurès relève tout autant de contraintes et de réalités qui se sont imposées à lui (et qu'il a dû accepter en tant que telles) que de sa volonté et de sa réflexion propres¹⁶¹, 1906 apparaissant comme une date charnière. Dire cela n'enlève rien à ses capacités, à sa droiture, à son courage, bien au contraire puisque tous les socialistes n'ont pas eu ses facultés d'adaptation et de compréhension (loin de là !). Les textes cités montrent aussi qu'il n'est pas conforme à la réalité historique de présenter le député du Tarn comme un simple réformiste en usant de l'ambiguïté de ce “mot fourre tout”, piégé de mille façons. C'est pourquoi les analyses de Jean-Noël Jeanneney et de Michel Winock me paraissent fort critiquables.

Le premier n'a de cesse de mettre l'accent sur le “gradualisme” de Jaurès, sur les distances qu'il prit avec le matérialisme marxiste, sur son refus du “toutourienisme”, sur son opposition à Guesde (celui-ci étant perçu comme la figure emblématique du “révolutionnaire”), afin d'ôter de sa pensée et de son action les côtés les plus saillants et les plus radicaux¹⁶². Mais J-N. Jeanneney se livre en fait plus à un numéro d'équilibriste qu'à une démonstration rigoureuse. Favorable aux évolutions mûries, Jaurès se serait interdit de penser en termes de rupture ? Reconnaisant la capacité créatrice de la bourgeoisie, il n'aurait pas opposé (“bloc à bloc”, dit l'auteur pour mieux convaincre) le prolétariat et la bourgeoisie ? Partisan du socialisme démocratique et ayant reconnu le caractère légitime de la propriété individuelle, il ne saurait être classé dans le camp collectiviste ?... Quand cela n'est pas dit ouvertement, c'est très fortement suggéré à l'aide de passages ou de phrases sortis de leur contexte et bien trop rapidement interprétés. En outre, les thèmes signalés à notre attention par l'historien sont disparates et ne sont aucunement insérés, comme ils devraient l'être, dans la chronologie historique heurtée mise en évidence dans la première partie de cette étude. Enfin, l'opposition des termes (réforme/grand soir, tout ou rien/évolution...) est bien trop factice, les définitions trop approximatives et les mots employés trop historiquement connotés pour caractériser une pensée vivante en prise directe sur l'actualité (le réel est d'ailleurs absent du propos de l'auteur...). En tous les cas, rien dans ce qui est signalé, pas même la méthode faussement déductive qu'il emploie, n'autorise J-N. Jeanneney à assimiler à tout prix (ou à “raccrocher”) Jaurès au réformisme droitier d'Albert Thomas ou au courant possibiliste. Rien ne lui permet non plus d'écrire que plus le député du Tarn a avancé en maturité, plus il a épousé les thèses évolutionnistes (sous-entendu “réformistes”). La lecture des textes montre plutôt le contraire, comme je l'ai établi plus haut, et doit nous convaincre d'aborder de façon plus dialectique la pensée et l'action du personnage. Ce faisant, ces dernières apparaîtront certes moins lisses et moins directement “mobilisables”, pour quelque motif que ce soit, mais elles se révéleront moins manichéennes et plus critiques qu'on ne le pense. Il ne me semble donc pas outrancièrement polémique de dire que l'historien politologue s'est livré là, en fait, à une

¹⁶⁰ *Discours du 11 mai 1907*. Une étude sur cette question, mêlée à celle de la violence ouvrière et patronale, mériterait sûrement d'être menée. En ce qui concerne directement l'opinion de Jaurès, cf. “L'explication syndicaliste”, “Syndicalisme et éducation”, “L'origine”, *L'Humanité*, 3, 12 et 22-09-13, cités dans M. Rebérioux, *La classe ouvrière*, pp. 210, 222, 226.

¹⁶¹ Et cette remarque s'applique aussi à la CGT et aux tenants du syndicalisme révolutionnaire qui, de leur côté, ont aussi évolué en faisant face aux mêmes (et à d'autres) contraintes.

¹⁶² cf. J-N. Jeanneney, “Jean Jaurès et le progrès”, *L'avenir vient de loin*, Seuil, 1994, chap. III, pp. 79-111.

“captation d'héritage”¹⁶³ audacieuse au profit de la famille radicale dont il est membre. Mais ni sa démonstration et son interprétation pointillistes ni son instrumentalisation de la pensée du leader socialiste ne parviennent à convaincre, loin s'en faut...

Michel Winock, pour sa part, nous semble devoir être lu avec prudence pour des raisons semblables. Présentant “les coordonnées du socialisme français”, il confond en fait Jaurès et le “jaoussisme” dont le contenu, d'une extrême pauvreté théorique et pratique, s'est historiquement imposé après la mort du tribun par des prises de position et des programmes politiques peu en rapport avec la conception et l'action socialistes déployées par Jaurès¹⁶⁴.

M. Winock se contente en effet de classer Jaurès dans la mouvance du socialisme républicain, diverse certes mais située, dans un schéma simpliste et trompeur bien que fort suggestif, à l'exact opposé du syndicalisme révolutionnaire et de la CGT, et caractérisée comme tendant “par certains aspects” vers “un néo-radicalisme”¹⁶⁵.

Le député du Tarn fut certes favorable aux réformes et aux compromis mais avec des points de vue et une pratique qui le plaçaient en fait, à la veille de la guerre, à l'extrême gauche de l'échiquier politique et de la Sfiio elle-même. Est-ce le “gauchir” que de le présenter ainsi ? Je ne le pense pas, et d'ailleurs cette analyse ne fait que prolonger, me semble-t-il, en la développant de façon trop peu systématique, l'appréciation de plusieurs spécialistes de Jaurès, notamment Madeleine Rebérioux et Rolande Treppe. Présenter de la sorte le personnage, c'est prendre au sérieux la conception de “l'évolution révolutionnaire” qu'il forgea en utilisant un propos de Marx (de façon un peu osée, il est vrai). Et prendre au sérieux cette formule, c'est avant tout ne pas en faire une simple spéculation intellectuelle destinée à contrer les guesdistes et les “révolutionnaires” d'alors, comme l'a fait dès 1924 Henri Sée dans un article pionnier mais finalement modestement documenté¹⁶⁶ ; c'est la relier à l'ensemble de son action et à la dynamique de son parcours. Il fut bien autant, et à la fois, “révolutionnaire” et

¹⁶³ Selon le titre d'un article de J-N. Jeanneney lui-même, “Jean Jaurès : captation d'héritage”, *Le Monde*, 10-11 mars 1991, repris dans *Concordances des temps. Chroniques sur l'actualité du passé*, Le Seuil, 1991 (2e éd.), pp. 351-359.

¹⁶⁴ Les Renaudel, Varenne, Ramadier, Thomas, Paul-Boncour..., après 1918, étaient loin de partager les pensées du député du Tarn en ce qui concerne l'importance et le rôle néfaste de la propriété privée dans le capitalisme, la lutte des classes, la socialisation des moyens de production et d'échange... et en ce qui concerne l'analyse de la société en termes de rapports de forces, d'exploitation, de rôle du prolétariat... Et que dire du soutien qu'ils apportèrent aux luttes ouvrières de l'entre-deux-guerres si ce n'est que rien ne permet de le comparer au courage, à l'engagement et à l'avant-gardisme de Jaurès ? Ils furent bien “jaoussiens”, chacun à sa manière, n'hésitant pas, de banquets républicains en cérémonies officielles, de se réclamer du Grand homme et de distiller sa pensée par des anecdotes et des souvenirs éloignés de la réalité des luttes sociales et centrés sur l'humanisme de Jaurès, son républicanisme démocratique, ses inoubliables qualités personnelles. C'était bien sûr tout à fait leur droit non seulement d'évoquer ce Jaurès-là mais aussi de faire cette lecture “droitière” ou radicale-socialiste du leader assassiné. Mais cela n'autorise pas pour autant les historiens d'aujourd'hui à la prendre pour argent comptant, même si elle parvint longtemps à s'imposer, notamment parce que les communistes préférèrent convoquer sans cesse les grands fondateurs (Marx et Engels) et les leaders soviétiques (Lénine et surtout Staline) plutôt que de prendre appui sur l'œuvre et l'action de Jaurès. Pour un exemple précis, on prendra la mesure du “jaoussisme” de Ramadier à la lecture de Bernstein S. (dir.), *Paul Ramadier. La République et le socialisme*, Editions complexe, 1990 et Fontvieille-Vojtovic, *Paul Ramadier (1888-1961). Elu local et homme d'Etat*, Publications de la Sorbonne, 1993. On peut aussi se reporter à l'analyse du “ramadiérisme” que j'ai faite dans ma thèse *Economie et société dans le bassin industriel nord-aveyronnais (1900-1950)*, Institut CGT d'Histoire Sociale/Centre Confédéral d'Etudes économiques et sociales de la CGT, 1997, pp. 577-597. Je note aussi, en passant, que dans un article ancien qui mérite aujourd'hui d'être relu, Jean-Marie Vincent avait déjà fait cette remarque pertinente sur les aléas du “jaoussisme” ; cf. Vincent J-M., “Note pour une histoire de la social-démocratie française”, *Les Temps Modernes*, n° 234 (nov. 1965), p. 822.

¹⁶⁵ cf. Winock M., *Le socialisme en France et en Europe. XIX-XXe siècle*, Point/Seuil, 1992, chapitre IV et schéma p. 385.

¹⁶⁶ Sée H., “Jean Jaurès et la doctrine de l'évolution révolutionnaire”, *La Grande Revue*, 116e vol., n° 11, nov. 1924, pp. 125-133.

“réformiste”, au risque de malmener un vocabulaire impropre à rendre compte de son parcours et de son œuvre dont l'intérêt est renouvelé par l'échec des tentatives de transformation sociale et par la situation désespérante, en ce début du XXI^e siècle, de la gauche et de la “gauche de la gauche”. Au reste, Christophe Charle a montré que le “dilemme théorique du mouvement ouvrier -réforme ou révolution- rend mal compte “du balancement” entre dissidence et intégration “qui caractérise le monde ouvrier et les classes populaires de cette période », confrontés à la « diversification des horizons sociaux » offerte par « les potentialités et tensions du régime républicain »¹⁶⁷. Ayant bien perçu cela, Jaurès n'en fut pas troublé particulièrement. Il sut même l'analyser comme une des conséquences de la lutte ouvrière sur laquelle il fallait désormais prendre appui.

Le thème de la question sociale et du syndicalisme se prêtait, peut-être plus qu'un autre d'ailleurs, à une analyse aussi “radicale”. Mais cela n'est pas sûr, si l'on veut bien considérer qu'il s'agit là d'un des sujets majeurs (sinon le nœud) du socialisme et de l'œuvre de Jaurès.

Ses “points faibles”, en ce qui concerne ses rapports avec la CGT et ses dirigeants, sont nettement apparus dans la période 1899-1905, et n'ont peut-être jamais totalement disparus. Il n'a pas vraiment réagi face aux dangers de la parlementarisation et de la bureaucratisation de la vie politique et de l'Etat républicain, alors même qu'ils se développaient au sein de la Sfiio avant 1914, et alors même que les articles de Roberto Michels, à partir du cas de la social-démocratie allemande, appelaient à ce moment là à une réflexion renouvelée. Georges Lefranc a montré à quel point le centre de gravité du groupe parlementaire s'était déplacé vers les classes moyennes¹⁶⁸. Le député du Tarn n'ignorait pas ces tendances, comme en témoignent ses propos sur l'incomplétude de l'action parlementaire et le caractère limité des réformes, même structurelles comme les nationalisations. “Le Parlement n'est pas un foyer, il n'est qu'un aboutissement”, avait-il averti au Congrès de Toulouse. Mais malgré tout, concrètement, c'est bien un vide qui subsiste.

Jaurès s'est aussi révélé trop confiant, trop optimiste dans la capacité des radicaux et des républicains avancés à faire évoluer positivement et significativement la société, sous l'impulsion de “l'aiguillon socialiste” ; trop confiant également dans l'aptitude de la bourgeoisie éclairée à accepter de perdre une parcelle de ses privilèges (la rude bataille qu'il a dû mener pour l'adoption de l'impôt sur le revenu à contribué à lui ouvrir les yeux sur ce point). Cela est d'autant plus vrai que la nécessité des alliances politiques et la croissance de la Sfiio ont présidé à une évolution “électorale” bien marquée avant 1914 et portée souvent à tort au crédit de Jaurès lui-même alors qu'elle ne faisait qu'annoncer le “jaressisme” droitier déjà mentionné.

Quant à la CGT et au syndicalisme révolutionnaire, nous pouvons considérer qu'ils ont eu les “défauts” contraires, étant entendu aussi que les vues de chacun sont restées “étroitement hexagonales”. Ils se sont moins “ralliés” à Jaurès qu'ils n'ont évolué eux-mêmes de leur côté, de façon plus ou moins autonome et heurtée. En validant “la double besogne”, les militants syndicalistes révolutionnaires n'avaient-ils pas eux aussi, d'une certaine manière, dépassé l'opposition réforme-révolution¹⁶⁹ ? Les points de désaccords sont restés nombreux, la plupart tournant précisément autour de ce qui constituait, aux yeux du député du Tarn, la valeur même de la République française, héritière de conquêtes populaires qu'il revenait au prolétariat d'utiliser et de prolonger, et non de rejeter ou contourner, pour atteindre l'horizon socialiste.

¹⁶⁷ cf. Charle Christophe, *Histoire sociale de la France au XIX^e siècle*, Point/Seuil, Chap. 7, “Les classes ouvrières : dissidence ou intégration ?”, pp. 276-329.

¹⁶⁸ Lefranc G., *op. cit.*, p. 187.

¹⁶⁹ En sous-estimant ce point ainsi que l'évolution du syndicalisme révolutionnaire, Tony Judt ne parvient pas à cerner précisément la nature des relations entre la CGT et la Sfiio, ni le rôle joué par Jaurès. Cf. Judt Tony, *Le marxisme et la gauche française. 1830-1981*, Hachette, 1987, p. 108.

Jaurès put ainsi articuler mieux que quiconque l'exigence révolutionnaire et la nécessité des réformes, l'une ne s'opposant pas à l'autre¹⁷⁰, dans une configuration d'ensemble où, s'inscrivant dans les sillons tracés par le mouvement ouvrier jusqu'à la fin du XIXe siècle et fidèle aux grands penseurs socialistes et à Marx lui-même, il ne pouvait séparer le politique de l'économique et du social, tant au niveau théorique que du point de vue de l'organisation des salariés. Cela permet de saisir ses réticences premières face à la séparation du syndicalisme et du socialisme et de mieux comprendre par la suite (une fois la séparation consommée) ses efforts pour la construction de relations soutenues et franches. En cette matière, la Fédération d'unité socialiste du Tarn fut longtemps pour lui un "modèle" : composée des groupements socialistes, de syndicats et groupes corporatifs, de coopératives, de cercles, il fallut attendre 1906 pour que le Syndicat des verriers en sorte et 1908 pour que le Syndicat des ouvriers mineurs en fasse de même¹⁷¹. Cette conception socio-économique, au demeurant classique pour un leader socialiste de sa trempe, le conduisit à faire la synthèse entre la République et le socialisme, en s'appuyant sur "le peuple ouvrier", "républicain dans les moelles"¹⁷². Comme nul autre, il valorisa l'originalité de la classe ouvrière française, pétrie d'idéalisme car fille de la Révolution (idéalisme qui lui a permis, pensait-il, de "dépasser" le corporatisme et de combler la faiblesse de l'industrialisation de notre pays)¹⁷³. En cette matière, il est d'ailleurs intéressant de remarquer que les efforts de Jaurès en faveur d'une transformation sociale pacifique et majoritaire, en utilisant au maximum les moyens légaux offerts par la République et le suffrage universel, concordaient avec les analyses "gradualistes" produites au même moment par le théoricien "social-démocrate orthodoxe" Karl Kautsky en Allemagne¹⁷⁴. De plus, ils ne faisaient que prolonger les réflexions de 1891 et 1895 du vieil Engels, qui voyait

¹⁷⁰ J-P. Rioux a bien vu cela mais je dois souligner qu'après la lecture de sa récente biographie (*Jean Jaurès, op. cit.*), c'est plutôt le côté "réformiste" et "républicain-socialiste" que le lecteur est amené à garder en tête. La structure de l'ouvrage s'y prête, de même que "l'éviction du social" signalée au début de cet article. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que l'anthologie éditée parallèlement (*Rallumer tous les soleils, op. cit.*) participe elle aussi de cette lecture un peu convenue du personnage et de cette mise à l'écart de la question sociale et des relations entretenues avec la CGT. Mais je ne veux pas, par cette remarque, réduire ces deux beaux ouvrages à ce seul point de vue critique. Je ne peux que constater que les textes ou extraits de textes quasiment jamais utilisés que j'ai cités ici (par exemple les discours de juin 1906, mai 1907, juin et juillet 1909, février 1912...) n'en font pas partie, ni même celui du manège Saint-Paul d'octobre 1906, l'historien ayant préféré attirer l'attention sur d'autres écrits alors même qu'ils sont souvent connus et disponibles.

¹⁷¹ cf. Trempé R., *Les mineurs de Carmaux, op. cit.*, t. 2, pp. 829-830 et Foissac O., *La Sfiò dans le Tarn au temps de Jaurès. La Fédération d'unité socialiste du Tarn (1905-1914)*, Mémoire de Maîtrise, Université Toulouse - le Mirail, 1994.

¹⁷² *Discours du 25 juin 1909.*

¹⁷³ *Discours de Lyon, 1912.* L'héritage de la Révolution française dans le mouvement ouvrier a souvent été souligné (cf. Madeleine Rebérioux, "Socialisme et Révolution française", in Collectif, *L'héritage politique de la Révolution française*, Pul, 1993). Si Jaurès ne manquait pas une occasion de le rappeler, il convient de souligner ici les convergences de vue qu'il pouvait avoir avec Maxime Leroy pour qui le syndicalisme révolutionnaire était "une philosophie politique de l'égalité". D'autres rapprochements fructueux pourraient d'ailleurs être faits entre le leader socialiste et l'auteur de la *Coutume ouvrière* : participation au mouvement des Universités populaires, soutien au syndicalisme des fonctionnaires, attention portée aux coopératives et aux pouvoirs réels des producteurs, connaissance précise et emprunts divers faits à Saint-Simon et Proudhon, propositions multiples allant dans le sens d'un "droit concret"... Ce sujet reste à creuser. Cf. Drouin Jean-Claude, "Maxime Leroy et le syndicalisme", *Colloque de Nérac, op. cité*, pp. 161-178 ; Murard Lion et Zylberman Patrick, "Maxime Leroy (1873-1957) : la 'démocratie régalienne' ou le crime de lèse-société", in *Socialisme des juristes, Jean Jaurès. Cahiers trimestriels*, n° 156 (avril-juin 2000), pp. 39-49.

¹⁷⁴ cf. notamment Kautsky Karl, *Le chemin du pouvoir (1910)*, trad. française 1911 (reprint chez Anthropos, 1960).

dans ces acquis républicains un des outils, voire une des formes possibles du changement révolutionnaire¹⁷⁵.

Autre caractéristique militant en faveur du leader socialiste et appelée à un grand avenir : il a compris les potentialités de l'Etat social, pour peu que sa définition et sa mise en mouvement correspondent à l'obtention de droits nouveaux en faveur des travailleurs et ne corsètent pas l'intégrité de pensée et la capacité d'action de ses organisations. D'autant qu'il a toujours relié la croissance de cet Etat social au rapport de force créé par la classe ouvrière. En ce domaine, la façon dont il a mené à long et court termes le combat pour les retraites ouvrières et paysannes est exemplaire et demeure lui aussi d'actualité¹⁷⁶.

Du point de vue pratique et tactique, enfin, l'originalité et la grandeur même du leader socialiste furent aussi de toujours "maintenir le contact" et de rester à l'écoute des éléments les plus actifs et les plus radicaux de la classe ouvrière, et cela même lorsqu'il aurait pu se sentir personnellement visé par leurs virulents réquisitoires anti-politiciens. Il n'a jamais versé dans la critique facile et a toujours évité d'envenimer les choses. A notre connaissance, par exemple, il s'est abstenu de critiquer le refus de la représentation proportionnelle au sein de la CGT, refus réaffirmé au congrès de Bourges de 1904 ; preuve supplémentaire que s'il ne se rangeait pas derrière la critique virulente du "démocratisme" chère à Pouget et consorts, il ne limitait pas l'expression propre de la classe ouvrière organisée à l'acceptation préalable, en interne, de la formule "un adhérent = une voix". Celle-ci lui paraissait sûrement préférable et devait être recherchée, mais la remise en question du système de vote fédéraliste en vigueur à la CGT ne constituait en rien une condition nécessaire à la discussion franche et aux luttes communes¹⁷⁷. En contrepartie, Jaurès est demeuré tout au long de sa vie très exigeant, et d'une grande honnêteté intellectuelle, n'hésitant pas à débattre sur le fond et à établir très clairement les points de rupture quand il le jugeait nécessaire. C'est ainsi qu'en dépit de (et grâce à ?) ses évolutions de pensée, observables en plusieurs domaines durant ses trente ans de vie politique, il a su forcer le respect de nombre de ses opposants et a pu faire "bouger les lignes" en ce qui concerne les relations embrouillées et conflictuelles du socialisme et du syndicalisme. Cela suffisait pour que Charles Rappoport, Maxime Leroy, Léon Jouhaux et bien d'autres encore lui en sachent gré, saluant en lui l'éclaireur épris d'unité digne de figurer dans le panthéon ouvrier et syndicaliste.

¹⁷⁵ "On peut concevoir que la vieille société pourra évoluer pacifiquement vers la nouvelle dans les pays où la représentation populaire concentre en elle tout le pouvoir, où, selon la constitution, on peut faire tout ce qu'on veut du moment qu'on a derrière soi la majorité de la nation", dans "Critique du projet de programme social-démocrate de 1891 (Erfurt)", cité dans *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Editions sociales, 1972, p. 101 ; "[...] Dès aujourd'hui, nous pouvons compter sur deux millions et quart d'électeurs. Si cela continue ainsi (les progrès électoraux de la social-démocratie allemande), nous conquerrons d'ici la fin du siècle la plus grande partie des couches moyennes de la société, petits bourgeois ainsi que petits paysans, et nous grandirons jusqu'à devenir la puissance décisive dans le pays, devant laquelle il faudra que s'inclinent toutes les autres puissances, qu'elles le veuillent ou non [...] L'ironie de l'histoire mondiale met tout sens dessus dessous. Nous les "révolutionnaires", les "chambardeurs", nous prospérons beaucoup mieux par les moyens légaux que par les moyens illégaux et le chambardement. Les partis de l'ordre, comme ils se nomment, périssent de l'état légal qu'ils ont créé eux-mêmes [...] Et si nous ne sommes pas assez insensés pour nous laisser pousser au combat de rues pour leur faire plaisir, il ne leur restera finalement rien d'autre à faire qu'à briser eux-mêmes cette légalité qui leur est devenue si fatale", dans Introduction de 1895 aux *Luttes de classes en France*, Editions sociales, 1967, pp. 33-34 (ces deux textes sont disponibles dans leur intégralité sur le site internet marxits.org).

¹⁷⁶ cf. Dumons B. et Pollet G., *L'Etat et les retraites. Genèse d'une politique*, Belin, 1995 et Pollet G., "Jaurès et l'Etat-Providence", dans *Jaurès et l'Etat, op. cit.*, pp. 163-176. En outre, on mesurera la qualité et l'avant-gardisme de son combat en faveur des réformes sociales en lisant Dänzer-Kantof B., Lefebvre V., Torres F., *Un siècle de réformes sociales. Une histoire du ministère du travail. 1906-2006*, Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement/La Documentation française, 2006.

¹⁷⁷ Anthony Lorry a raison de rappeler, en s'appuyant sur Maxime Leroy, que la Fédération du Livre, dont les dirigeants étaient à l'époque les plus ardents défenseurs de la représentation proportionnelle, ne l'instaura en son sein qu'en 1910. Cf. *Colloque de Nérac, op. cité.*, p. 61.

